



JEUNES ET TRAVAILLEURS, ENTRONS EN LUTTE TOUS ENSEMBLE !



POUR DÉGAGER MACRON ET SA POLITIQUE CAPITALISTE !

Trump, Milei mais aussi Macron enchaînent les attaques et organisent un carnage social géant semant le chaos. Pourquoi ? Car l'économie mondiale est dans l'impasse. Leur but : maintenir les privilèges de la minorité capitaliste quoiqu'il en coûte !

Le seul secteur qui se porte bien, c'est l'armement, avec une hausse massive des budgets militaires la plus importante depuis la guerre froide (+ 9,4 % entre 2023 et 2024). Les tensions entre impérialistes augmentent, les guerres et conflits se multiplient et s'enlisent : Ukraine, Palestine, Soudan, Cachemire... La barbarie du génocide à Gaza, le cynisme de l'inaction des dirigeants du monde entier est sidérant. La vie de populations entières ne leur importe pas.

Le système agonise mais il ne tombera pas de lui-même. La seule force capable d'en finir avec la guerre, les violences et les inégalités, fruits pourris du capitalisme, c'est la classe ouvrière organisée, unie et en lutte pour défendre ses intérêts, et avec, ceux de la majorité de la population.

MACRON-BAYROU, ÇA SUFFIT !

En France, la crise est évidente. Avec une cote de popularité tombée à 14 %, Bayrou est le 1^{er} ministre le plus détesté depuis 1958. À peine 3 mois après la loi de finances et ses 32 milliards de baisse de dépenses publiques, voilà qu'il annonce encore 40 milliards de coupes en 2026 !

Les travailleurs et la population font face aux licenciements et à la dégra-

dation des conditions de travail. La précarité et la pauvreté augmentent. Ce gouvernement au service des capitalistes veut détruire davantage les collectivités locales et les services publics. Leurs idées de référendum sur la nature de ces coupes ou sur l'école du mercredi ne sont que des moyens de détourner l'attention et la colère qui grondent. Par contre, ils n'ont cessé d'utiliser le racisme, la criminalisation des militants syndicalistes, antifas ou pro Palestine.

L'HEURE EST À LA RIPOSTE !

Ils ont l'air de pouvoir tout se permettre ! Mais cette tout-puissance s'explique par l'absence de politique combative. Le 5 juin prochain, lors de la journée de grève interprofessionnelle

c'est tous ensemble qu'il faut reprendre l'offensive et avancer un plan de lutte visant trois jours de grève consécutifs pour coller une vraie pression à Macron Bayrou et aux patrons ! Les syndicalistes combattifs attendent que leurs directions bougent pour lancer une telle bataille, appeler à des AG, des piquets... Les travailleurs doivent pouvoir discuter entre eux de revendications et de stratégie, et reprendre confiance en leur pouvoir, comprendre le rôle central qu'ils ont pour faire tomber l'économie capitaliste.

POUR UN PARTI DE LUTTE POUR LE SOCIALISME !

Pour que la conscience de classe remonte, il faut également des perspectives politiques à la situation. Il manque

un outil politique pour les travailleurs et les jeunes, face au gouvernement, aux capitalistes et à tous les partis bourgeois suffisamment solide pour les contrer. Dans cette ambiance, la seule force organisée qui tient un peu tête c'est LFI. Mais elle n'arrive pas à impulser la riposte, car elle se retrouve isolée, est sous le feu constant de menaces et d'attaques médiatiques. Mais surtout LFI manque d'un programme capable d'entraîner des couches plus larges de travailleurs et de jeunes dans la lutte contre les capitalistes et leurs sbires. Nous avons besoin d'un parti qui défende les intérêts des travailleurs, des jeunes et de la population face aux capitalistes : un parti démocratique de lutte et de masse pour le socialisme.

Pour faire changer tout ça, rejoignez la Gauche révolutionnaire !

IL FAUT UNE GRÈVE PUBLIC-PRIVÉ POUR STOPPER LES LICENCIEMENTS ET LA CASSE DES SERVICES PUBLICS, POUR LA HAUSSE DES SALAIRES...



INTERVIEW
**ÉTATS-UNIS :
« PEUT-ÊTRE
LE DÉBUT D'UN
MOUVEMENT
ANTI-TRUMP »**

PAGE 11



**QUEL PLAN POUR LUTTER
CONTRE MACRON
ET LES CAPITALISTES ?**

PAGE 4



**MARCHE DES FIERTÉS
POUR DES « PRIDE »
DE LUTTE !**

PAGE 2

FACE AUX ATTAQUES CONTRE LES LGBT + IL NOUS FAUT DES PRIDE DE LUTTE !



POUR UNE PRIDE INTERNATIONALISTE !

Les droits LGBT+ sont de plus en plus attaqués partout dans le monde. Après avoir mis en place des zones anti-LGBT+ dans la moitié du pays en 2021, la Hongrie continue ses attaques contre les personnes LGBT+ en liant l'homosexualité à la pédophilie. Ces lois homophobes et transphobes contribuent à les garder dans des situations précaires, forcés d'accepter des emplois peu rémunérés et peu stables.

Les manifestations s'enchaînent à Budapest atteignant 10 000 personnes le 1^{er} avril. L'intention est d'abroger les prochaines manifestations anti-gouvernementales. Les capitalistes choisissent de diaboliser les personnes LGBT+ pour détourner l'attention de l'appauvrissement de la population générale. Les tra-

vailleurs doivent contrer ces attaques qui nous divisent, s'organiser au travers d'une mobilisation pour les droits LGBT+ autour de revendications socialistes car seul le socialisme peut mettre fin aux LGBTphobies.

■ NOA



Manifestation devant la Cour suprême à Bristol 16 avril 2025

LA RÉVOLUTION RUSSE, AVANCÉE MÉCONNUE DES DROITS LGBT+

La Révolution Russe de 1917 est souvent vue comme n'ayant pas apporté de progrès concernant les droits de la communauté LGBT+, en dépit d'avancées qui ne sont survenues aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest que des décennies plus tard.

Une des revendications historiques du mouvement LGBT+ est la dépénalisation de l'homosexualité, qui a été mise en place en 1917 et confirmée en 1922 avec le nouveau code pénal soviétique. Il y a aussi eu la nomination d'un commissaire aux affaires étrangères gay en 1918, mais aussi la possibilité de changer sa mention de sexe administrative en 1926 ainsi que la possibilité de recevoir des soins de transition gratuitement. Pour l'époque, ce furent d'énormes avancées et cela aurait pu être, avec le temps, le début d'un changement plus profond des attitudes à l'égard des personnes

LGBT+ avec de nouveaux droits. C'est ce que montrent les efforts de membres du parti bolchevique de renforcer la recherche scientifique sur l'homosexualité, via des échanges avec l'Institut allemand de recherche sexuelle. Ces échanges ont mené le commissaire à la Santé de l'époque à penser que l'homosexualité était un comportement humain naturel.

Le recul des droits des personnes LGBT+ dans les années 1930 est le fruit de la prise du pouvoir par la bureaucratie stalinienne qui a réprimé toute opposition, allant jusqu'à associer l'homosexualité au fascisme et à la contre-révolution. Malgré ce revers, la révolution de 1917 illustre que c'est en s'attaquant au capitalisme que l'on peut le plus efficacement lutter pour les droits des personnes LGBT+.

■ MARIE

En quelques semaines, les Etats occidentaux ont multiplié les prises de positions LGBTphobes : la Cour Suprême britannique décrète que les femmes transgenres ne sont pas des femmes, le nouveau Pape Leon XIV considère le « mode de vie homosexuel contraire à l'Évangile », et les décrets et propos LGBTphobes de Donald Trump, les attaques contre les LGBT ne font que se multiplier dans le monde. Le capitalisme, en crise, cherche à tout prix à désigner des boucs émissaires pour diviser les travailleur·euses ! Pour preuve, l'Agence européenne des Droits Fondamentaux estime que plus d'une personne LGBT+ sur trois est victime de discrimination au quotidien, sachant que 10 % de la population se revendique LGBT+ selon Ipsos. Ces discriminations ont des conséquences importantes : les travailleurs LGBT+ subissent une importante précarité, avec des inégalités salariales d'entre - 5 % et - 7 %. Pour les travailleurs restants, même si ils ne subissent pas directement ces discriminations ce n'est pas pour autant qu'elles sont sans impact sur eux. Une partie importante des travailleurs LGBT+ subissent des discriminations spécifiques, amenant une pression sur les salaires et une précarité. De ce fait ils et elles peuvent être moins organisés-es.

Les personnes trans subissent notamment ces discriminations,



et sont en plus entravées dans leur transition. En effet, le changement d'état-civil est long et très souvent fastidieux, nécessitant de passer devant le tribunal de grande instance, et la durée de la procédure se compte généralement en années. Comme si un juge était capable de mieux décider de l'identité de quelqu'un que la personne elle-même ! L'aide aux personnes LGBT+ devient elle aussi de plus en plus difficile. Le budget d'austérité de Macron-Bayrou a aussi heurté de plein fouet le secteur associatif, dont plusieurs organisations venant en aide aux personnes LGBT+ dans le besoin, sacrifiant ainsi les conditions de vie d'une

partie de la population au profit des capitalistes. Et vu le nombre de ministres ayant tenu des propos LGBTphobes et défendant des projets de loi soutenus et voulus par l'extrême droite, ça ne semble pas prêt de s'arrêter.

POUR DES PRIDE DE LUTTE : COMMENT LES REPOLITISER

Pour faire avancer les droits des personnes LGBT+, il faut se mobiliser ! Le mois de juin approche, et les Pride avec, qui sont des moments de convivialité et de sûreté pour les personnes LGBT+. Mais les revendications disparaissent de plus en

plus de celles-ci, il faut donc leur redonner un caractère politique. Car les discriminations LGBTphobes ne sont pas une question de simple « éducation », mais bien un problème venant du système capitaliste. Les capitalistes s'en servent pour aggraver l'exploitation et nous empêcher de nous unir. Pour nous unir, il nous faut des revendications portant les intérêts des travailleurs et des personnes LGBT+ comme une santé 100 % publique répondant aux besoins, notamment ceux des soins de transition ou pour faire une PMA qui doit être ouverte à tous et toutes y compris les personnes trans.

■ ASH

STONEWALL 1969 : LA PRIDE EST UNE RÉVOLTE

Aujourd'hui, les Pride sont tolérées, encadrées, parfois même sponsorisées par des entreprises. Mais il y a 55 ans, tout a commencé par une émeute à Stonewall, en juin 1969, à New York.

À la fin des années 60, aux États-Unis, de multiples luttes secouent le pays : révoltes contre la guerre impérialiste au Vietnam, le racisme et le sexisme avec des organisations comme les Black Panthers qui remettaient en question le capitalisme et militaient pour le socialisme. Toute une génération crie sa colère contre la répression, la guerre, la pauvreté et le racisme.

Le 28 juin 1969, à New York, une descente de police de trop au Stonewall Inn, un des rares lieux tolérant les personnes LG-BTQ+, déclenche plusieurs jours

d'émeutes. Ce soir-là, les clients refusent de se laisser faire. Des personnes trans, drags, noirs, des jeunes gays et lesbiennes s'organisent et résistent. De cette révolte naît le « Gay Liberation Front », qui affirme que toutes les oppressions sont liées. Le capitalisme divise pour mieux régner, maintenant et nourrissant les différentes oppressions.

RETROUVONS DES PRIDE DE LUTTES !

La première Pride, en 1970, est une commémoration de Stonewall. Ce n'est pas une parade festive, mais une manifestation de lutte radicale, pour la dignité, la visibilité et la libération. On scandait : « Out of the closets, into the streets » (hors du placard, dans la rue !). C'était un acte de

révolte dans un monde où révéler son identité pouvait coûter son emploi, son logement ou sa vie. Marcher, c'était risquer l'arrestation, mais aussi se libérer.

C'est cette mémoire qu'on veut nous faire oublier aujourd'hui, à coups de partenariats publicitaires et de présence policière.

Nos fiertés ne sont pas qu'une fête, elles sont surtout et avant tout une lutte. Faisons de la Pride un moment de combat pour toutes et tous : travailleurs, jeunes, LGBT+ ou non, unis contre le capitalisme et toutes les oppressions.

■ MELIA



« Lesbian and Gays support the miners » est une organisation de militants LGBT et communistes venus en soutien à la grève des mineurs de 1984-1985 en Grande-Bretagne. Un des autres exemples d'organisations militantes LGBT nées après Stonewall se tournant vers la classe ouvrière avec un programme socialiste.

ATTAQUES SUR LFI ET MÉLENCHON : LES CAPITALISTES VEULENT AFFAIBLIR LE CAMP DES JEUNES ET DES TRAVAILLEURS

NOUS AVONS BESOIN DE NOTRE PROPRE PARTI POUR ÊTRE PLUS FORTS ET NOUS ORGANISER !

Face à Macron et au RN, la seule opposition un peu large qui tient est La France Insoumise. Ce sont les insoumis qui impulsent les mobilisations, comme pour les manifs anti-racistes du 22 mars, celles contre le massacre à Gaza... LFI mobilise et, de fait, leur donne un caractère politique contre Macron. La FI a également mobilisé pour le 1^{er} mai comme une journée de lutte contre le gouvernement et les capitalistes. En ce sens, la FI défend les intérêts généraux de la majorité de la population face aux politiques capitalistes.

C'est tout cela qui vaut une telle haine de la part des défenseurs du capitalisme. Il n'y a pas une journée sans que Mélenchon et LFI soient accusés d'antisémitisme, d'être à l'origine de toutes les violences, des divisions... Le PS, une partie d'EELV jusqu'aux cadres du PCF, utilisent les mêmes méthodes calomnieuses.

Les attaques incessantes contre LFI et Mélenchon montrent à quel point ils veulent empêcher toute expression politique des intérêts des travailleurs et de la majorité de la population, même de manière limitée comme LFI le fait. Nous devons faire bloc contre ces attaques de la bourgeoisie et de leurs soutiens, qu'on soit LFI, sympathisant, syndicaliste ou militant politique d'une autre organisation se réclamant du mouvement ouvrier.

LFI DOIT FAIRE UN PAS VERS LE LANCEMENT D'UN NOUVEAU PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES FACE À MACRON ET AUX CAPITALISTES

Les insoumis résistent à ces attaques pour le moment. Cependant, l'outil politique qu'est le mouvement insoumis n'est pas suffisamment solide sur le programme comme dans son mode d'organisation pour faire face aux tâches politiques qu'il prend en charge. Ceci permet en partie les attaques du camp des capitalistes.

Face à Macron, au RN, à la droite et aux capitalistes, il faut un outil plus solide que ne l'est LFI, capable d'intervenir de manière coordonnée dans les quartiers et dans les syndicats. Nous avons besoin d'un parti des travailleurs qui défende ouvertement la perspective du socialisme.

Pour porter une victoire décisive sur les capitalistes, il doit lutter pour la nationalisation des principaux secteurs de l'écono-

mie et le contrôle de la production par les travailleurs eux-mêmes. Seule une mobilisation massive et déterminée des travailleurs et des jeunes peut y parvenir, ce qui implique que ce programme soit discuté largement, pas qu'au moment d'élections, et que chaque travailleur et jeune qui veut lutter puisse adhérer, militer et décider. Un parti combatif à la hauteur de la situation sera un parti démocratique, dont le programme devra être largement débattu par les travailleurs et les membres. LFI, grâce à sa position dans la situation politique française peut faire un pas décisif dans ce sens.

POURQUOI UNE FORCE POLITIQUE ANTI-CAPITALISTE DOIT DÉFENDRE LE SOCIALISME

LFI dit régulièrement être contre le capitalisme. LFI propose par exemple de nationaliser les entreprises qui licencient, comme ArcelorMittal. Mélenchon évoque la nécessité d'une « autre organisation sociale ».

C'est juste, mais de quelles nationalisations parle-t-on ? Quelle société on veut, comment y parvenir ? La question centrale est de retirer son pouvoir à la classe capitaliste, leur enlever des mains la propriété privée des moyens de production, qui permet l'exploitation des travailleurs et des ressources.

Mélenchon évoque la nécessité d'avoir « une autre organisation sociale » mais au niveau international, il défend des positions qui s'éloignent de cela. Mélenchon a tort de faire croire qu'une paix en Ukraine ou au Moyen-Orient serait possible sur une base capitaliste ou avec leurs institutions comme l'ONU. Les intérêts des capitalistes et ceux de la majorité de la population sont opposés et irréconciliables.

Nous portons ces points à la discussion dans les groupes d'action et réunions de LFI que des militants de la GR contribuent à animer dans plusieurs villes de France.

■ YOHANN BIS



Manif antiraciste organisée par la FI à Paris, 6 avril 2025

CONGRÈS DU PS EN JUIN 2025 : POUR QUOI FAIRE ?

Mi-juin, le PS tiendra un nouveau congrès. Objectif affiché : être prêt pour l'élection présidentielle de 2027. Le débat de fond du congrès est très limité. L'enjeu pour les opposants : dégager Olivier Faure, le secrétaire actuel du PS.

UNE COALITION SANS PRINCIPES... MAIS PAS SANS COHÉRENCE IDÉOLOGIQUE

Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, regroupe cette coalition anti-Faure. On y retrouve F. Hollande, H. Geofroy maire de Vaulx-en-Velin, P. Brun, le jeune loup montant, souverainiste et populiste. Des individus qui, contrairement à ce qui se dit dans la « gauche de la gauche », ont une co-

hérence idéologique. Ils sont compatibles avec la politique de Macron. Mayer-Rossignol a ainsi déclaré que revendiquer la retraite à 60 ans n'est « pas de gauche » mais du populisme ! Ce n'est pas surprenant : là où ils dirigent des collectivités territoriales, ils servent avant tout les intérêts capitalistes.

OLIVIER FAURE OU LA FAUSSE BATAILLE POUR L'UNITÉ

Faure n'a pas de programme, sauf celui de rester à la tête du parti. Or depuis 2017, il n'existe que par rapport à LFI. Faure essaie de maintenir sa centralité dans les accords avec le PCF ou EELV, ce qui arrange bien la direction droitière du PCF de Roussel... Il défend aussi

une primaire à gauche. Comme d'habitude, le but est d'empêcher des candidatures qui permettraient une clarification politique à gauche sur le programme nécessaire pour battre Macron, le RN et les capitalistes.

Avec l'union « de Ruffin à Glucksmann », Faure veut se donner des airs radicaux. Sans succès ! Non que cette alliance entre les deux opportunistes que sont Glucksmann et Ruffin ne puisse potentiellement pas voir le jour... Sait-on jamais ! Mais ni l'un ni l'autre n'ont de fond politique ou de base.

Boris Vallaud, l'outsider, se présente en raccommodeur d'un parti déchiré. Mais il n'a pas plus de programme sur lequel unir. Ce qui est donc certain, c'est qu'aucun ne portera les aspirations et les intérêts des

classes populaires, des travailleurs et des jeunes face à Macron et au RN de Bardella ou Le Pen !

L'existence de la NUPES puis celle du NFP ont prolongé artificiellement l'idée que le PS, pourtant devenu parti bourgeois, aurait un rôle à jouer dans une vraie unité à gauche. Les militants sincères du PS, croisés dans les manifs de 2023 contre la casse des retraites, celles et ceux de la CFDT, qu'il influence, le savent bien : il faut un programme qui lutte pour en finir avec le capitalisme ! Et le PS ne le portera pas. Pour cela, il faut rompre avec ces dirigeants bourgeois et rejoindre la lutte pour un authentique parti de masse des travailleurs pour le socialisme.

■ LEÏLA MESSAOUDI

APRÈS LA CONDAMNATION DU RN, COMMENT LES BATTRE POLITIQUEMENT ?



Des élus du Rassemblement national, dont Marine Le Pen, leur candidate depuis 2012, ont été condamnés pour détournement de fonds publics, notamment à l'inéligibilité.

Depuis, le RN crie à la « censure » et au « complot », accusant des juges « rouges » d'empêcher leur candidate de se présenter à la présidentielle. On verra bien. Mais leur opération de com' est particulièrement révoltante quand on sait que ce parti revendique la tolérance zéro... quand il s'agit des jeunes et des travailleurs.

LE RN AFFAIBLI ?

Cette condamnation va impacter ce parti aux finances instables et en manque de cadres. L'incompétence des candidats RN aux législatives a montré que ce parti n'avait pas une structure si solide. Depuis des mois, des tensions internes agitent le RN. Bardella, jeune arriviste, veut succéder à Le Pen pour faire sa carrière politique. Il défend une ligne économique plus libérale et cherche à rassurer le grand patronat, tient un discours plus identitaire et un ton ultra sécuritaire. Bardella espère en fait profiter de la condamnation de Le Pen pour prendre sa place aux prochaines élections présidentielles. Tandis que Le Pen reste sur une ligne plus populiste, espérant continuer à attirer vers le RN des travailleurs écœurés par la politique de Macron et du PS avant.

Ce n'est pas pour autant que cela va suffire à battre le RN et ses idées. Elles sont en partie défendues par Macron et Retailleau. Et les idées réactionnaires, racistes et nationalistes sont défendues aussi par les autres partis bourgeois.

Ainsi, les classes dirigeantes espèrent maintenir leur domination, pour freiner le fait qu'on se révolte contre eux ensemble.

COMMENT LUTTER CONTRE LE RN ?

Le fait qu'une partie des jeunes et des travailleurs se tourne vers le RN est avant tout dû l'absence de perspectives face à la dégradation des conditions de vie. Il manque un programme politique solide qui représente les intérêts des travailleurs, et nous renforce pour en finir avec Macron et sa politique. Un programme qui offre la perspective d'une autre société pour laquelle lutter face au système capitaliste : une société socialiste qui en finit avec l'exploitation, les discriminations et répond aux besoins de la majorité de la population.

Une partie des jeunes, des travailleurs, issus de l'immigration ou pas, souvent mobilisés par LFI, a voté NFP l'an dernier. Mais c'est faute d'autre chose. Car du PS, les plus déterminés n'en attendent pas grand chose. Sa politique de casse des droits sociaux a permis et permet encore localement au RN de monter électoralement. Donc, une union de la « gauche » qui ne rompt pas avec toutes les politiques antisociales et qui prétend défendre à la fois les travailleurs et les patrons ne stoppera pas le RN. Elle nous enverrait dans le mur. Le populisme de droite profite de l'absence d'une politique combative. À nous de construire cette alternative à travers un parti de masse de lutte des travailleurs et des jeunes qui lutte contre le capitalisme et pour le socialisme !

■ LÉON R.

SNCF : LES GRÈVES DE MAI NE SONT QU'UN DÉBUT, CONTINUONS LE COMBAT !

Après la 1^{re} grève entre les ponts de mai, la direction place des réunions pour « négocier ». En faisant ça, elle impose son calendrier et empêche une lutte plus large en mai et divise les cheminots par métier. Le 5 juin une grève est en préparation, les travailleurs des technicentres veulent aussi entrer dans la bataille.

Si la 1^{re} étape de grève implique peu de métiers à une large échelle, les primes de travail et la privatisation concernent tous les cheminots (statutaires ou non ; SNCF ou non), les usagers et non-usagers ! Certains pensent que le privé paiera mieux, ou que le réseau va rajeunir comme par enchantement, ce n'est pas le cas : le but du privé est de faire du profit, et pour ça, il faut payer les plus bas salaires et investir le moins possible. Au final, les subventions publiques seront augmentées,

pour un service moindre et qui sera encore plus cher. Les syndicats, notamment la CGT et SUD, devraient préparer une bataille sérieuse -et longue- contre la privatisation, et surtout ne pas se limiter à seulement négocier des accords pour limiter la casse.

La lutte par la grève est nécessaire pour les cheminots et les usagers, pour de meilleurs salaires, des conditions de travail de haut niveau, au travers d'une entreprise publique du ferroviaire - du fret à la grande vitesse - avec un réseau financé à la hauteur des besoins des populations : accessible partout et peu cher. Pour réussir il faudra : des syndicats et militants combattifs, des revendications claires et unifiantes, des AG régulières et une grève la plus massive possible.

■ PEM

GRÈVE À ID LOGISTICS VAL BRÉON (77)

Ras-le-bol ! Les bas salaires, le refus de la direction de lâcher une augmentation de salaire digne ni même des primes (participation, soldes...) pour les ouvriers, y en a marre ! La direction de ID-logistics a refusé d'augmenter les salaires lors des négociations annuelles (NAO) à Val Bréon dans le 77. Pour les travailleurs c'est la goutte d'eau. Le 12 mai, une grève avec un piquet très énergique et bruyant a été organisé par les travailleurs-es dans la zone logistique avec leur syndicat Cfdt. Ils ont eu beaucoup de soutien des travailleurs des autres boîtes de la zone comme IKEA.

ID logistics est une boîte aux méthodes voyou qui presse les salariés comme des citrons. Partout où il y a ID logistics il y a des grèves à cause des conditions de travail et des salaires. Depuis 5 ans, la boîte fait que tous les nouveaux sites sont indépendants, pour casser les droits. La grève ne touchait donc que ce site.

Les NAO se multiplient en mai-juin. Les salaires sont pourris partout. Le potentiel pour une grève nationale de tous les travailleurs pour les salaires et les conditions de travail est énorme, il faut que les syndicats l'organisent !

■ CR

JENNYFER SUPPRIME SES 191 MAGASINS !

La marque française de prêt-à-porter, Jennyfer, annonce supprimer 1 000 emplois, à la suite de l'annonce de la mise en liquidation judiciaire du groupe, et les 191 magasins sont concernés. Et comme si cela ne suffisait pas, les salariées ont appris cette nouvelle... sur Internet !

Tout le secteur de l'habillement se trouve en crise et supprime des emplois. En 2021, il y a un premier plan de licenciements, un deuxième en 2023, puis une mesure de redressement judiciaire en juin

2023. La marque avait déclaré en être sortie il y a moins d'un an. Quelle arnaque ! La direction du groupe a dissimulé l'état financier du groupe, pour annoncer la procédure de licenciement des salariées au dernier moment. Après plusieurs plans sociaux, le groupe a bénéficié de nombreux dispositifs d'aides publiques aux entreprises. Qu'en a-t-il fait : il a reversé des dividendes aux actionnaires ! Non aux licenciements ! Un vrai emploi pour toutes !

POUR LA CONSTRUCTION DE SYNDICATS COMBATIFS ET D'UNE LUTTE D'AMPLEUR

Les attaques du gouvernement Macron-Bayrou contre les travailleurs, notamment avec le budget d'austérité, sont violentes et les grands groupes capitalistes continuent à licencier à tour de bras des dizaines de milliers de travailleurs.

Dans cette situation tendue pour les travailleurs, les directions nationales des syndicats n'organisent pas réellement la résistance. Au lieu de lancer une véritable campagne de mobilisation afin de construire un mouvement de masse pour stopper toutes ces attaques, les principaux syndicats n'ont proposé aucune initiative, aucune journée de grève entre la grève réussie de la fonction publique le 5 décembre dernier et la grève assez faible du 3 avril dans la fonction publique.

Le 1^{er} mai, la CGT a annoncé une grève interprofessionnelle le 5 juin prochain.

IL FAUT UN PROGRAMME DE LUTTE !

Cette inertie est liée à quel programme on se donne dans nos syndicats. Face aux licenciements en série, la CGT propose un moratoire. Pourtant il faudrait revendiquer zéro licenciement et la nationalisation sous contrôle des travailleurs et de construire les grèves pour obtenir cela. Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT a même demandé à participer aux réunions de crises, avec Macron et Bayrou suite aux annonces de Trump d'augmenter les tarifs douaniers. Le mot d'ordre de la « réindustrialisation » de la France est sur toutes les bouches. Comme le PCF, la di-

rection de la CGT entend interpellé à Macron et les capitalistes pour ne pas fermer des usines. Mais ce sont les mêmes qui licencient ! La CFDT, elle, en appelle à une stratégie européenne conjointe des patrons et des ouvriers pour sauver l'emploi. Les patrons et ouvriers n'auront jamais les mêmes intérêts ! Si un capitaliste accepte de « sauvegarder » une usine aujourd'hui - c'est parce que l'incertitude mondiale le fait être un peu prudent temporairement. Trop d'exemples le montrent.

Tout cela donne l'impression que face à la crise qui frappe durement les travailleurs et les jeunes, les directions syndicales ont signé un pacte de non-agression avec ce gouvernement et les capitalistes.

CONSTRUISONS DES SYNDICATS DE LUTTE ! PASSONS À L'OFFENSIVE !

Il est clair que les travailleurs et syndicalistes combattifs doivent s'organiser et se regrouper pour s'opposer à cette politique des directions syndicales, à leur tentative de collaboration de classe, à leur inertie, mais aussi à leur stratégie de « pondre » une journée de grève de temps en temps sans mobilisations et revendications correctes et sans lendemain.

Pour passer à l'offensive, il faut une vraie mobilisation de masse de tous les travailleurs (public-privé) avec une plate-forme revendicative combattive : annulation du budget d'austérité, abrogation de toutes les contre-réformes, des vrais moyens pour des services pu-

blics avec embauche massive, contre les emplois précaires, augmentation des salaires de 400 euros, retraite à 60 ans après 37,5 annuités, des logements sociaux décentés, des transports gratuits, zéro licenciement, nationalisation des secteurs clés (énergie, transport, finances, grande distribution...) et la mise en propriété publique sous la gestion et le contrôle des travailleurs.

Cette plate-forme doit inclure aussi des revendications et une vraie campagne contre le racisme, le sexisme et toutes les autres discriminations pour contre la propagande et les divisions, pour démontrer que tous les travailleurs ont les mêmes intérêts quelle que soit leur origine,

leur genre ou leur orientation sexuelle et qu'une lutte commune est possible et nécessaire.

La mobilisation pour la journée de grève interprofessionnelle du 5 juin est l'occasion de discuter dans nos lieux de travail et dans nos syndicats de cette plate-forme revendicative et d'une vraie campagne pour la construction d'une grève de trois jours consécutifs qui mettra une pression énorme à ce gouvernement en crise. Une lutte d'ampleur, un véritable mouvement de grève de masse peut nous permettre de gagner sur nos revendications, de dégager Macron et Bayrou et de lancer un défi aux capitalistes et à leur système profondément injuste.



Les travailleurs-es et syndicalistes de la GR publient régulièrement des tribunes pour échanger sur quelle stratégie pour gagner face à Macron et aux capitalistes. Inscris-toi !



ARCELORMITTAL : ZÉRO LICENCIEMENT, POUR LA NATIONALISATION !



C'est par la presse que les travailleurs d'ArcelorMittal ont appris que 636 d'entre eux allaient être licenciés et leur boulot délocalisé. Arcelor a fait 36 milliards de bénéfices depuis 2019 et versé plus de 9 milliards

d'euros à ses actionnaires entre 2020 et 2022. Macron et les tueurs d'emplois que sont les capitalistes comme Mittal sont main dans la main pour faire payer aux travailleurs la crise de leur propre système. Refusons cela !

POUR QU'AUCUN EMPLOI NE SOIT SUPPRIMÉ : OUI À LA NATIONALISATION, SANS INDEMNITÉ NI RACHAT !

Le 29 avril, le ministre de l'industrie a dit que la nationalisation n'était « pas à l'ordre du jour ». La pression augmente et le gouvernement peut changer de tactique afin d'éteindre l'incendie avec une « nationalisation temporaire ». Arcelor, anciennement Usinor, a déjà été racheté par l'État. Une fois le groupe renfloué par les fonds publics

et les profits retrouvés, il fut de nouveau privatisé. Les nationalisations pour lesquelles nous luttons n'ont rien à voir avec cela.

L'aciérie est une production essentielle pour produire trains, immeubles, machines matériel, faire fonctionner les services publics... Nous luttons pour que ce soient les travailleurs eux-mêmes et leurs organisations qui décident et que la nationalisation se fasse sous leur contrôle. Ce sont les travailleurs qui font tout tourner : à eux de décider ! Il faut aller vers une grève déterminée à lutter pour aucun licenciement et l'expropriation d'ArcelorMittal.

SERVICES PUBLICS : STOPPONS LES ATTAQUES !

Depuis le début, les attaques contre les services publics sont la priorité du gouvernement Macron/Bayrou. Cela fait écho à la politique menée par Trump et Musk qui ont commencé à virer plus de 100 000 fonctionnaires aux États-Unis et qui comptent en licencier des centaines de milliers d'autres. Le 3 février, Bayrou a fait adopter le budget 2025 avec le soutien du PS. Dans son discours, il fustigeait les 1200 agences publiques (CNRS, France travail, office national des forêts... 180 000 fonctionnaires et salariés au total) en annonçant 30 milliards de coupes dans les dépenses de l'État.

UN GOUVERNEMENT SANGSUE AU SERVICE DES MILLIARDAIRES

Bayrou prépare à nouveau 40 à 50 milliards d'euros de coupes en 2026. Cette annonce, si tôt dans l'année, est la poursuite de la contre-révolution sociale contre les travailleurs par le camp des capitalistes. La présentation du budget 2026 ne sera dévoilée qu'à partir de mi-juillet mais on sait qu'ils vont s'attaquer à la sécurité sociale, à l'assurance chômage, aux collectivités locales, aux agences publiques, aux retraités... au nom de la résorption du « déficit abyssal ».

C'est une vaste arnaque, car le déficit, c'est pas nous qui l'avons creusé et il n'est pas arrivé tout seul ! Moins d'impôts, moins de cotisations sociales c'est moins d'argent pour les services publics. Les capitalistes se sont

engraissés de milliards d'euros de dividendes avec l'argent public grâce au maquillage des comptes de l'État par Bruno Le Maire. Maintenant ils veulent nous faire croire que l'on doit se sacrifier pour éviter la banqueroute ! La dette de l'État serait devenue insoutenable. Ce déficit, créé de toutes pièces, sert d'argument pour continuer la destruction du service public et les privatisations !

UN PLAN DE LUTTE POUR NOS SERVICES PUBLICS ET DÉGAGER MACRON : PUBLIC-PRIVÉ ENSEMBLE !

Pour gagner « l'opinion publique », le gouvernement veut que les organisations syndicales soient impliquées, embarquées dans des conclaves et autres commissions bidon. Bayrou est allé jusqu'à parler d'un référendum sur la question.

Nous ne sommes pas dupes : avec Macron et ses gouvernements, il ne peut y avoir que



Nous ne sommes pas dupes : avec Macron, il ne peut y avoir que des attaques contre les services publics. Les syndicats doivent organiser la lutte, pas discuter avec le gouvernement !

ÉDUCATION NATIONALE : 5000 FERMETURES DE CLASSES ANNONCÉES À LA RENTRÉE 2025



des attaques contre les services publics. Les syndicats doivent organiser et préparer la lutte, et non pas discuter avec Macron et Bayrou d'on ne sait même pas quoi. La mobilisation du 13 mai dans les services publics n'a pas été suffisamment préparée. Pourtant il y a un potentiel pour des luttes dans le service public comme on l'a vu les 5 décembre et 3 avril derniers. Il ne faut pas attendre mais au contraire développer un plan de lutte pour renforcer la mobilisation.

Que ce soit dans les hôpitaux, dans l'enseignement public... le manque de moyens asphyxie les travailleurs et toute la population. La peur du « budget cauchemar 2026 » vient également nourrir la colère. Les principales revendications portent sur l'annulation des dernières attaques : le gel du point d'indice, les jours de carence et la baisse de 10 % des indemnités en cas d'arrêt maladie, mais aussi le retrait de

la réforme des retraites.

La colère des travailleurs est grande contre le gouvernement et les capitalistes qui ne sont que les deux faces d'une même pièce. Les attaques contre les travailleurs du privé et du public, avec les plans de licenciements, les non-remplacements, les surcharges de travail, l'abaissement des salaires, le sentiment des directions d'entreprises et des administrations d'être toutes puissantes, etc. Ces éléments doivent être combattus efficacement avec un véritable plan, et non des journées de grève appelées ainsi au compte-goutte.

L'annonce précoce du budget 2026 fait monter la colère contre Macron-Bayrou. Il faudrait dès maintenant que les organisations syndicales planifient un calendrier de grèves interprofessionnelles public-privé, allant vers 3 jours consécutifs de grève pour dégager Macron et son gouvernement au service des capitalistes.

ROUEN : NOUVELLE PHASE POUR LA GRÈVE À LA TCAR-TRANSDEV

Du 11 février au 28 avril 2025, pendant plus de 11 semaines, les salariés des transports en commun de Rouen étaient en grève tous les jours. Ils ont débrayé 55 minutes par jour tout services confondus : conducteurs, agents commerciaux, médiateurs, administratifs et salariés des ateliers. Pour quelles raisons ? Gagner de meilleures conditions de travail (du matériel et des effectifs) et une prise en compte dans les horaires journaliers des « temps annexes » des conducteurs pour leurs déplacements, entre la prise en charge des bus aux

dépôts et le début de la ligne. A cette date, ils ne bénéficient que d'une simple prime.

Les discussions avec la direction sont complètement bloquées. La CGT a suspendu la grève et appelé à redémarrer en juin 2025 lors du conseil métropolitain qui votera la nomination du nouveau délégué, le contrat de la Transdev arrivant à échéance, si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Il faudra les soutenir, et populariser leur lutte, syndicats et population ensemble !

■ MJ DOUET

MISSION LOCALE EN GRÈVE !

Les 15 000 salariés de l'opérateur qui accueille les jeunes de 16 à 25 ans pour s'insérer socialement et professionnellement sont appelés à la grève le 15 mai avec un rassemblement à Paris aux Invalides. Prenant de plein fouet les baisses des budgets (-5,8 % en 2025), les effectifs sont en baisse, et la charge de travail explose. Avec la loi « Plein Emploi », tous les jeunes sans travail et sans formation sont automatiquement inscrits à France Travail et massivement orientés vers les Missions Locales. Cette même loi accentue la pression et exige un contrôle supplémentaire sur les jeunes ce qui détruit les missions ori-

ginelles, surtout celle de régler les difficultés croissantes que rencontrent les jeunes.

Contre la loi « Plein Emploi », les agents de France Travail étaient en grève massivement le 5 décembre et le 1^{er} avril. Les problèmes sont les mêmes partout : moins de moyens, plus de privatisations, plus de contrôles et moins d'accompagnement. Il est temps de discuter sérieusement d'une grève de tous les métiers contre la loi « Plein Emploi », France Travail, des Missions Locales, des Départements, de l'Action sociale... Toutes et tous ensemble, en même temps, pour gagner !

■ YB

LA POSTE, ÇA CRAQUE ET ÇA LUTTE !



D'une « réorganisation » à l'autre, les tournées sont allongées voire supprimées, elles sont de moins en moins faisables au quotidien et les effectifs continuent de dégringoler. Les rémunérations dérisoires sont à peine au dessus du SMIC. Alors des grèves éclatent un peu partout depuis le début de l'année et surtout depuis avril : Fontenay-le-Comte (85), Orléans (45), Sorinières (44), Cestas (33), Chaumont (52), Antony et Châtenay (92), Saint-Laurent (Guyane)... S'ajoutent des grèves contre la fermeture de bureaux, comme

en Haute-Vienne. Après 38 jours de grève et une occupation de la plateforme, les postiers de Afa-Baleone (Corse du sud) ont signé un accord avec la direction le 7 mai afin de compenser la suppression d'une prime locale de 500 € par mois et des garanties sur des embauches. Ces luttes sortent souvent victorieuses malgré leur isolement. Si elles sont déjà victorieuses, un mouvement d'ensemble permettrait d'arracher des gains conséquents.

■ YB

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN PREMIÈRE LIGNE FACE À L'AUSTÉRITÉ

La pression monte toujours un peu plus dans le secteur social. Les établissements d'accueil sont délaissés depuis tellement d'années. Les coupes d'austérité dans les budgets de la sécurité sociale et dans les collectivités départementales sont répercutées par la baisse des dotations à l'ensemble des structures relevant des secteurs sanitaire, médico-social et social : la prévention spécialisée, l'accueil d'urgence, les services à la personne... et d'une manière générale, toutes les structures en lien avec du public.

Le 25 mars, les syndicats de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ont appelé à la mobilisation pour s'opposer au projet de loi Attal qui va permettre à l'État de supprimer « l'excuse de minorité » et jeter en prison

des enfants dès l'âge de 13 ans. Ils vont pouvoir juger en comparaison immédiate les enfants dès 15 ans et aussi poursuivre au pénal leur famille.

POUR SUIVRE LA MOBILISATION !

Le 1^{er} avril, l'intersyndicale du social et du médico-social a appelé à une grève qui a réuni plus de 30 000 manifestants sur le territoire. Les employeurs du secteur veulent fusionner les trois conventions collectives, en dégradant considérablement les conditions de travail et de rémunération. Cette manifestation a permis l'organisation d'assemblées générales et le constat qui en ressort est accablant : il n'y a pas de budget pour accompagner les usagers, les licen-



ciements et les fermetures de structures se multiplient.

L'élan de la mobilisation a permis à l'intersyndicale de proposer une nouvelle journée de grève le 15 mai. Le collectif d'employeurs du secteur (medef), appelé « les 400 000 » pour l'occasion, appelle aussi à manifester ce jour-là mais leurs intérêts sont divergents puisque ce sont eux-mêmes qui négocient

la convention collective au rabais !

La grève doit s'amplifier en mai chez les travailleurs sociaux et continuer à partir du 5 juin, jour de grève interprofessionnelle contre la politique de Macron. Une politique qui s'en prend sans scrupule aux services publics et aux structures accompagnant les plus fragiles.

DANS LES PRISONS, UNE SITUATION INTOLÉRABLE

Les récentes attaques sur les prisons ont mis en lumière leur situation catastrophique. La France a plusieurs fois été condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme pour ses conditions de détention. Pour 62 539 places, on compte 82 152 détenus. Mais la justice n'est pas la même pour tous. Pour les Le Pen, Sarkozy ou Balkany, leur prison ferme se mue en bracelet électronique, alors que ce sont tous de fervents défenseurs de la prison « ferme ».

MACRON-DARMANIN : LA POLITIQUE DU PIRE

Darmanin enfonce encore le clou. Il veut interdire les activités ludiques en prison, qui pourtant favorisent la sociabilisation et la réinsertion, ou encore faire payer les détenus, alors que 70 % sont pauvres et que les condamnations sont déjà assorties d'amendes. Il parle d'augmenter le taux d'emploi dans les prisons à 50 % : pour offrir une main d'œuvre surexploitée au patronat. Le sous-effectif des agents pénitentiaires ne fait qu'augmenter pression et violence. La CGT-pénitentiaire explique : « Construire plus de prisons ne règlera pas le problème. Les nouveaux sites sont déjà saturés et cela aggravera le manque de personnel ». Le « plan prisons » de Darmanin existe surtout pour

que Bouygues & Cie fassent des profits sur l'argent public en construisant des prisons.

RÉSOUTRE LES PROBLÈMES

Ça suffit d'enfermer les gens, parce que ça ne résout jamais aucun problème. Le système actuel prépare surtout le terrain pour le pire. Avant incarcération, seule la moitié des gens avait un travail et plus d'un tiers un hébergement précaire. Alors que la politique des capitalistes rend la société toujours plus antisociale et violente, nous défendons au contraire qu'il faut changer les conditions d'existence pour attaquer les causes de la criminalité et aller vers une justice qui viserait à transformer les personnes, une justice réparatrice. Cela nécessite pour les condamnés un suivi adapté : éducatif, psychologique, de droit, confrontation aux victimes... et des services publics pour satisfaire ces besoins, y compris des structures de soin psychologique, des équipes de médiateurs locaux pour que les habitants puissent traiter une partie des problèmes eux-mêmes. Tout cela permettrait la création massive d'emplois publics avec un salaire décent. La précarité, la violence et la criminalité ont une cause : la dictature du profit qu'est le système capitaliste.

■ CÉCILE RIMBOUD

JEUNE GARDE ET URGENCE PALESTINE : NON À LA RÉPRESSION !



Rassemblement le 6 mai place Stalingrad à Paris contre la dissolution de la « Jeune Garde » et « Urgence Palestine »

Le 30 avril dernier, Retailleau annonçait le lancement d'une procédure de dissolution à l'encontre du collectif « Urgence Palestine » et de la « Jeune Garde antifasciste ». Cette volonté de s'attaquer aux organisations de lutte et notamment des jeunes est loin de sortir de nulle part, et fait écho aux mobilisations antiracistes en cours en France. Retailleau annonce ces dissolutions dans le cadre de sa campagne au sein de LR, mais admet également sa faiblesse. En effet, un gouvernement qui réprime est un gouvernement

faible, qui tente de se maintenir et de justifier sa politique de contre-révolution sociale par le fameux « ordre » qui obsède tant le ministre de l'Intérieur. En dissolvant ces collectifs, le gouvernement espère renforcer les divisions qui permettent au capitalisme à se maintenir. Contre ces mesures de répression au service des capitalistes, continuons de lutter, de nous organiser collectivement contre les conséquences du capitalisme comme le racisme, la guerre et les divisions !

■ CYAN

CRISE DU LOGEMENT : LE GOUVERNEMENT MULTIPLIE LES ATTAQUES CONTRE LES HLM

Fin avril, Retailleau a profité de sa loi contre le « narcotrafic » pour créer un nouveau motif d'expulsion : une famille entière pourra être expulsée si un membre a « commis un trouble aux abords du logement », même sans rapport avec le narcotrafic ! Le but : pouvoir utiliser n'importe quel prétexte pour réprimer les quartiers populaires.

UNE POLITIQUE ANTI-PAUVRES ET RACISTE

Macron et ses ministres enchaînent les lois répressives sur le logement. La loi Sécurité Globale criminalise l'occupation de locaux professionnels. La loi « immigration » de Darmanin allonge la durée obligatoire avant qu'un migrant puisse demander une APL. La loi Kasbarian-Bergé accélère les expulsions et punit de 3 ans de prison les locataires en difficulté et les sans-abri !

Les locataires sont étranglés par l'explosion des prix. La facture d'énergie moyenne est

déjà de 140 €/mois et le prix va encore grimper de 10 % en 2026 ! Les coupes budgétaires de Bayrou sur la rénovation énergétique, le ministère du Logement et tous les services publics vont aggraver la situation. Les salaires et les pensions de retraite n'augmentent pas, les APL ont même baissé de 10 milliards d'euros depuis 2017. Beaucoup de locataires pauvres n'y ont plus droit. Pour les autres, elles ont chuté. Pire, une nouvelle baisse des APL va frapper 500 000 ménages, et la baisse du plafond d'épargne va exclure encore plus de locataires.

Résultat : les expulsions forcées explosent et n'ont jamais été aussi élevées. Depuis la fin de la trêve hivernale, 24 000 ménages ont été expulsés par la police soit 30 % de plus qu'en 2023 dont l'écrasante majorité n'a pas été relogée. Ces lois anti-pauvres et racistes visent à briser le droit au logement et à précariser les populations : travailleurs sans papier ou privés d'emploi, étudiants pauvres, femmes victimes de violence, retraités pauvres...

Elles mettent les travailleurs à la merci des marchands de sommeil et des patrons voyous.

CASSER LES HLM, POUR LES PROFITS

Les demandes de HLM atteignent un record : 2,8 millions en 2024, deux fois plus qu'il y a 20 ans. Mais la production de HLM n'a jamais été aussi faible et les bâtiments existants se dégradent. Une crise voulue par le gouvernement : depuis 2018, les aides à la construction de HLM ont été réduites de 10 milliards d'euros. L'objectif : contraindre les gens à louer à des propriétaires privés à des prix élevés pour les profits de la spéculation immobilière et la rente des multi-propriétaires.

La crise du logement fait partie intégrante de la crise du capitalisme. Les capitalistes n'ont aucune solution, au contraire, la politique des gouvernements à leur service aggrave la crise. Elle jette des dizaines de milliers de familles à la rue et la misère, condamne des millions de loca-

taires à vivre dans des logements insalubres et empêche la transition écologique.

Il faut des revendications claires contre ce système pour enfin permettre un logement décent pour toutes et tous :

> **Création d'un service public du logement assurant l'accès à un logement décent à tous**

> **Plan massif de rénovation et de construction de logements publics, pour répondre aux besoins**

> **Réquision des logements vides, aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition**

■ JOHN

SOLIDARITÉ AVEC LES MINEURS ISOLÉS !

La situation des migrants sans papiers ne cesse d'empirer en France et partout dans le monde. Parmi eux, les mineurs isolés (ou mineurs non accompagnés) – c'est à dire des jeunes migrants de moins de 18 ans arrivés seuls – sont dans des situations encore plus précaires. Des jeunes de leur âge, quelle que soit leur nationalité ou leur couleur de peau, devraient aller à l'école, être

nourris, logés, soignés... Mais l'État, l'éducation nationale et les départements ne reconnaissent, la plupart du temps, pas leur minorité pour ne pas les prendre en charge !

Pour défendre leur droit à un accueil digne, des collectifs de mineurs isolés se constituent partout en France et organisent des actions pour visibiliser leur précarité et faire bouger les lignes. Ainsi, le théâtre de la Gaîté lyrique à Paris a été

occupé par des mineurs isolés pendant 3 mois avant d'être expulsés mi-mars sans réelle solution de prise en charge.

À Rouen, le Collectif des jeunes mineurs isolés de Rouen (CJMR) s'est créé et les jeunes ont décidé d'entrer en lutte. Soutenus par des associations, des organes politiques dont la Gauche révolutionnaire et des syndicalistes, ils campent, nuit et jour, devant la préfecture depuis le 2 mai pour exiger leurs droits. Ils ont arraché un 1er rdv le lundi 12 mai. Preuve que la lutte paie et va continuer !

Trop de jeunes sont à la rue, non protégés, sans moyens pour subvenir à leurs besoins essentiels. Il y en a marre ! Discutons et organisons-nous, jeunes et travailleurs, pour une réelle lutte de masse contre le racisme, le capitalisme et l'extrême droite.

> **Régularisation de tous les sans-papiers sans délai sans conditions**

> **Mise à l'abri des mineurs isolés et des personnes fragiles**

> **Libre accès aux besoins vitaux (santé, éducation, logement...)**

> **Pour l'auto-organisation des migrants dans la lutte**

> **Pour une campagne active dans les syndicats**

■ JOACHIM

CONTRE LA CAPITALISATION DE L'EAU MINÉRALE !

Récemment, il a été révélé que Nestlé Waters, filiale du groupe Nestlé possédant plusieurs marques comme Vitel ou Perrier, a pendant des années vendu de l'eau « minérale » filtrée illégalement. Mais le scandale ne s'arrête pas là, car Macron, à travers son secrétaire

Alexis Kohler, savait et a aidé Nestlé à continuer ces filtrages afin d'assurer les profits de l'entreprise, car vendre de l'eau minérale fait plus de profits que de l'eau de « boisson ». Et ce sont ces entreprises qui veulent privatiser l'accès à l'eau en France et ailleurs dans le monde.

Le résultat finit toujours par être le même : des infrastructures en lambeaux, une eau pourrie et des profits sur le dos de notre santé. Au lieu d'aller dans les poches des capitalistes, cet argent doit servir à réparer et développer les infrastructures pour distribuer et

traiter l'eau. C'est pour ça qu'il faut exiger que ces entreprises passent sous le contrôle de leurs travailleurs afin d'améliorer leurs conditions de travail, et ainsi assurer une eau minérale saine.

■ MARIE

JEUNESSE ET SOCIALISME !

LA JEUNESSE EST LA FLAMME DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE - KARL LIEBKNECHT



LE CAPITALISME EST L'ENNEMI DES JEUNES ! RENVERSONS-LE !

Le capitalisme traverse une crise profonde et permanente. Entre la guerre, le génocide à Gaza, la montée de l'extrême-droite et du racisme, les politiques d'austérité, l'arrivée de Trump, la catastrophe climatique... on en a des preuves chaque jour. Pour les jeunes, particulièrement ceux issus des quartiers populaires, ça se traduit par l'explosion de la précarité, pas ou peu de perspective d'avenir, pas de boulot ni d'étude. Alors qu'à côté Borne dit qu'on devrait choisir notre avenir dès la maternelle !

LE CAPITALISME SACRIFIE LES JEUNES

Les gouvernements successifs n'ont fait qu'aggraver nos conditions de vie et d'études, avec Parcoursup, la sélection à la fac, au lycée, les coupes de budgets... Ces politiques sont

dictées par les intérêts des capitalistes qui n'ont que faire des aspirations des jeunes. Leur but est de maximiser leurs profits à coup d'emplois précaires, mal payés et mal équipés. Des jeunes et des travailleurs meurent au travail car les patrons n'en ont que faire de leur sécurité. Le coût de la vie explose alors que nos revenus stagnent voire diminuent... La santé mentale de beaucoup se dégrade aussi car ce système génère beaucoup d'angoisse. Le capitalisme ne permet que de la survie, pas d'épanouissement ni de dignité.

POUR AVOIR UN AVENIR, LUTTONS POUR LE SOCIALISME !

De nombreux jeunes sont de plus en plus conscients de l'impasse que représente cette société capitaliste. Mais si l'on veut que cela change en notre

faveur, il faut lutter pour cela ! À la Gauche Révolutionnaire nous défendons un programme socialiste et révolutionnaire, le seul capable d'en finir avec ce système barbare. Il est aussi nécessaire que de nombreux jeunes entrent en lutte avec les travailleurs, si on veut pouvoir construire le socialisme, une société où les principaux secteurs de l'économie sont sous gestion et contrôle démocratique des travailleurs en lien avec la population.

Dans cette lutte, la jeunesse a un rôle à jouer. Elle peut être un vrai moteur, comme l'a illustré la grande grève de mai 68 où les travailleurs sont entrés massivement en grève aux côtés des étudiants ayant initié le mouvement. Comme disait le révolutionnaire Karl Liebknecht : la jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne. Viens agir avec nous pour en finir avec cette société !

Nos revendications :

• Pour une éducation et une formation professionnelle publiques, gratuites et de qualité pour toutes et tous. 15 élèves par classe max. Embauche massive de personnels formés !

• Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

• Pour le droit de vote à 16 ans

• Pour l'organisation de la jeunesse en lien avec les travailleurs.

VIOLENCE AU LYCÉE : QUE FAIRE ?

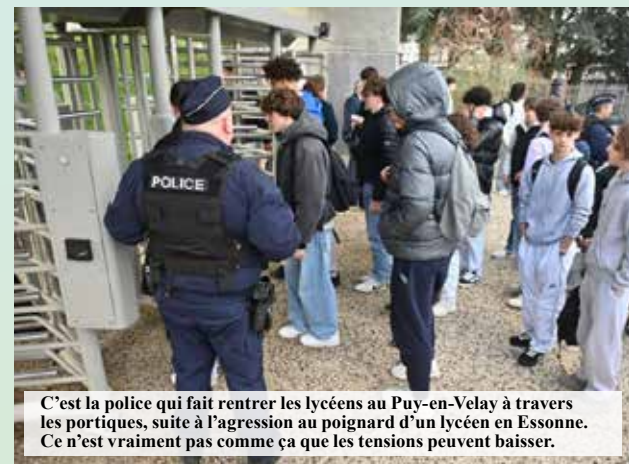
Le meurtre tragique de Lorène à Nantes et l'augmentation des faits de violences posent la question de la sécurité au lycée. La proposition de renforcer la sécurité via des portiques revient sur le tapis. Mais un seul portique coûtant environ 100 000 euros, le coût total des installations a représenté 102 millions d'euros rien que dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Avec cet argent, on aurait pu financer des rénovations dans les lycées, et embaucher des professeurs pour pallier au manque qui sévit à chaque rentrée.

Se pose aussi la question de poster des agents de police ou des vigiles à l'entrée des lycées. Là encore, c'est une fausse solution ! Leur présence aux portes des lycées ne serait que le risque d'une violence encore plus grande, d'altercations et de répression, en plus

du prix que ça coûterait à l'éducation nationale.

Nous devons pouvoir nous occuper nous-mêmes de la gestion de nos lycées et déterminer des solutions pour répondre aux problèmes. Gérer nos lycées nous-mêmes permettrait de réduire les problèmes de harcèlement, de violences sexistes et racistes. Avoir plus de discussions et plus de liens entre lycéens ferait qu'il y aurait moins de conflits et de tensions. Et on pourrait aussi gérer les budgets en fonction de nos intérêts et ceux du personnel ! Lutter contre les violences se fait aussi en luttant pour plus de moyens, il est important aussi que les lycéens puissent se rallier aux luttes des travailleurs contre le gouvernement qui coupe les budgets pour les services publics !

■ CLARA



ON S'HABILLE COMME ON VEUT !

« Trop court ! Trop long ! Trop vulgaire ! Trop couvrant ! Ça fait pute ! Ça fait prude ! Cela déconcentre tes camarades et tes professeurs ! C'est pas laïc ! »

C'est ce que se prennent dans la gueule les jeunes filles de la part du corps scolaire, dès le collège. On leur dit que si elles sont musulmanes et couvertes d'habits larges, elles s'habillent anti-républicain, et que cela gêne les adultes. Mais à contrario si on s'habille « trop » court, on leur dit que cela peut gêner les garçons voire les professeurs. Bon hormis le fait que c'est assez inquiétant d'hypersexualiser des enfants, que c'est très sexiste et que ça culpabilise les jeunes filles ; c'est utilisé par l'État pour nourrir le racisme

et cacher les vrais problèmes. Que ce soit le harcèlement, le manque de professeurs, les baisses successives de financement à l'Éducation Nationale... Les habits ne seront jamais un problème, c'est juste un écran de fumée pour cacher les politiques anti-jeunes et travailleurs du gouvernement.

■ ANNA



MOBILISATION À LA FAC CONTRE LES COUPES BUDGÉTAIRES : QUELLES LEÇONS ?

Les coupes budgétaires imposées à la fac ont déclenché ces derniers mois des mobilisations sur plusieurs campus. En organisant des AG, blocages et occupations, des centaines d'étudiants ont refusé de rester passifs et se sont mobilisés contre ces attaques austéritaires qui dégradent nos conditions d'études. Mais le ras-le-bol n'a pas suffi à faire reculer le gouvernement.

POURQUOI LA LUTTE A ÉCHOUÉ ?

À Rennes 2, les blocages à répétition n'ont fait qu'isoler les étudiants en lutte du reste des étudiants et les cours ont basculé en distanciel, étouffant la mobilisation. Ce n'est pas en restant entre étudiants convaincus qu'on va attirer à nous des couches plus larges, de nouvelles personnes qui ont envie de lutter contre ce système et l'injustice.

Tout mouvement de lutte doit chercher à se massifier et à se renforcer. Ça ne sera possible qu'à la condition d'avoir des revendications et un programme correct, qui correspondent au niveau de conscience. Pour qu'une lutte soit victorieuse, il faut que les étudiants la prennent en main et formulent eux-mêmes ce qu'ils veulent.

Il a manqué de discussions politiques, de « qu'est ce qu'on veut ? », ce qui aurait permis de

faire le lien entre les coupes budgétaires et à la nécessité d'en finir avec la politique de Macron et le système capitaliste. Nos luttes doivent donc chercher à impliquer des couches toujours plus larges d'étudiants autour d'un programme et de revendications claires et se lier aux luttes des travailleurs pour qu'on obtienne des victoires pour notre camp.

■ LÉON

MILITANT GR ET ÉTUDIANT À RENNES

RÉFORME DE L'APPRENTISSAGE (ENCORE !)

Après avoir supprimé des cours au profit de temps en entreprise, puis diminué la durée de l'apprentissage à 3 ans maximum au lieu de 4, on a une nouvelle réforme. Cette fois-ci il s'agit de réduire le coût (coupe prévue de 1,2 milliard d'euros) et de prioriser les secteurs « en tensions », bref revoir les priorités en fonction des besoins des capitalistes.

Sachant que l'apprentissage est déjà un cadeau aux patrons, parce que sous prétexte de donner leur chance aux jeunes et les accueillant, c'est un moyen pour eux d'avoir de la main-d'œuvre moins chère. Ils ont des exonérations de cotisations sociales de 50 %, qui représen-

taient 1,5 milliard en 2023, et des aides de l'État entre 2000 et 5000 € par an et par jeune !

L'EXPLOITATION DES JEUNES ÇA SUFFIT !

Le nombre de contrats dans le privé est passé de 290 000 en 2017 à 854 000 en 2024. L'objectif qui était d'augmenter le nombre de travailleurs peu payés a été bien atteint. La première année de formation pour un jeune de 16 ou 17 ans est payée 27 % du SMIC. Même à 20 ans, un apprenti n'est payé qu'à hauteur de 53 % ! Le temps de cours est souvent de 25 %, le reste en entreprise. Avec 6 mois à 3 ans sur place et jusqu'à 40 heures/semaine même pour

les mineurs, ce sont des vrais emplois, pourtant payés beaucoup moins.

Dans le dossier de presse de la réforme, on peut lire : « L'apprentissage agit donc réellement comme un ascenseur social à tous les niveaux de qualification ». Un paragraphe explique que l'apprentissage permet aux étudiants du supérieur d'avoir plus de chances d'obtenir un emploi à la fin, et est utilisé pour financer les études.

Encore heureux que trois ans à être exploité en entreprise puissent aider à obtenir un CDI ! Mais les jeunes n'auraient pas besoin de financer leurs études ainsi si les dirigeants qui ont participé à la mise en place de l'alternance n'avaient pas aussi

augmenté les tarifs d'universités, diminué les bourses, rendu plus difficile l'accès aux études supérieures, etc.

Même si travailler durant sa formation n'est pas nécessairement une mauvaise chose, en permettant d'acquérir des compétences assez tôt, ici il s'agit justement d'exploiter uniquement de la main-d'œuvre jeune à bas coût. L'accès aux études et à une formation de bonne qualité doit être possible pour tous et toutes, sans être obligé de les financer en échangeant sa force de travail au patronat. Et chaque heure travaillée doit être reconnue comme telle, et payée en conséquence.

■ LUCIE MDS

PETIT-QUEVILLY :
LA MAIRE PS SERRE
LES DÉPENSES SUR
LE DOS DES AGENTS !



Le 3 avril, une journée de grève avait lieu contre la casse des statuts des fonctionnaires avec deux attaques majeures : un jour de carence et le paiement à 90 % des jours de congé maladie et non à 100 %.

À Petit-Quevilly, près de Rouen, les agents territoriaux étaient mobilisés avant le Conseil municipal. Après la prise de parole de la CGT, Leïla Messaoudi, élue municipale de la liste « Décidons Petit-Quevilly » soutenue par la France insoumise et la Gauche révolutionnaire a apporté son soutien et motivé son vote contre tout recul des droits des agents.

La majorité municipale est PS, PCF et EELV. Et encore

une fois le PCF, comme sur les 1607h, s'est abstenu face à cette casse, qui fut adoptée.

Des agents y ont recours car leurs salaires sont encore sous le SMIC. La maire a vanté sa proposition de minimum salarial de 1500€ net. Mais vigilance, le risque est que 1500€ net devienne alors un maximum.

« Décidons Petit-Quevilly » continuera de soutenir les agents territoriaux au conseil municipal, lors de leurs mobilisations, et militera contre la casse de leurs statuts, pour une rémunération complète des arrêts maladie à 100 %, pour des embauches, de vrais emplois, des salaires décents et de meilleures conditions de travail !

■ DADOU

Nos activités

La Gauche Révolutionnaire est une organisation militante et active. Nous tenons régulièrement des réunions publiques, comme ici le 6 mai à Paris, où nous avons discuté de la situation de la classe ouvrière sous Trump avec deux de nos camarades US. Vous pouvez retrouver et venir lutter avec nos militant·es et défendre notre programme socialiste de lutte dans les mani-

festations contre la guerre, contre le racisme, lors des mobilisations des travailleurs comme la grève du 5 juin... Contactez-nous pour savoir l'agenda et les activités de nos sections locales ! Nous vous donnons déjà deux rendez-vous centraux : la fête de Lutte Ouvrière à Presles (95) du 7 au 9 juin où nous avons un stand dans la "Cité politique", et le 29 juin pour la Pride à Paris (voir page 2).



Rejoignez la GR !

Contactez-nous pour discuter et nous rejoindre !

- Tel/SMS/whatsapp/signal : +33 (0) 7.81.32.75.89
- Par mail : contact@gaucherevolutionnaire.fr
- Envoyez-nous une photo du coupon ou
- Retournez-le par la poste à : Les amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc centre 166, 76 000 Rouen
- Vous pouvez nous contacter, faire un don et vous abonner à L'Égalité sur notre site : www.gaucherevolutionnaire.fr

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- ☐ RECEVOIR LA NEWSLETTER
- ☐ RENCONTRER UN·E MILITANT·E
- ☐ REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN 15 €
- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOLIDARITÉ) 20 €
- ☐ ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN 30 €

JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- ☐ _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- ☐ _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
N° FR 76 1010 7003 7000 2327 0076 061

NOM / PRÉNOM : _____

TÉLÉPHONE : _____

ADRESSE MAIL : _____

ADRESSE POSTALE : _____

11^{ème} congrès de la Gauche révolutionnaire

RICHE ET MOTIVANT !

Les 4 et 5 avril, le 11^{ème} congrès de la Gauche Révolutionnaire s'est tenu à Rouen. Plus gros congrès depuis des années, ces deux jours de discussions nous ont permis d'affiner notre politique en cette période tumultueuse.

RÉPONDRE À
LA RECHERCHE
D'ALTERNATIVE
POLITIQUE

Désormais en crise permanente, le capitalisme conduit à l'augmentation des tensions, des inégalités, des injustices et l'horreur de la guerre. Bien que la lutte des classes ne soit pas à un haut niveau d'affrontement avec les capitalistes, la polarisation est forte et des mouvements de masse défiant les classes dirigeantes surgissent régulièrement partout sur la planète (Iran, Chili, Sri Lanka, Turquie, Serbie...). Plusieurs de ces mouvements ont été abordés dans nos discussions car ils confrontent les travailleurs

et la jeunesse à la nécessité de construire une alternative politique au système capitaliste. Nous les suivons de près, parfois grâce à nos sections-sœurs ou à des contacts sur place et nous en tirons les leçons. L'objectif est de formuler des éléments programmatiques et stratégiques pour dépasser la faiblesse du mouvement ouvrier et développer la perspective révolutionnaire du socialisme. C'est très formateur et c'est la tâche de tout marxiste !

Nous avons également abordé la question du déclin de l'impérialisme français avec l'expulsion de l'armée française du continent africain. La politique de Macron est détestée partout, à Mayotte, en Kanaky et en Guadeloupe, tout comme en métropole. Tous ses choix visent à défendre les grands capitalistes au détriment des conditions de vie de la majorité de la population. La période nécessite que l'on réaffirme le rôle central des travailleurs et des jeunes pour dégager Macron, lutter contre

les politiques capitalistes, le racisme et les discriminations.

UN FORT POTENTIEL
POUR NOTRE
DÉVELOPPEMENT

Une certaine couche de jeunes et de travailleurs se politise. Certains en réponse à la guerre et au génocide en cours à Gaza, d'autres depuis la campagne du Nouveau Front Populaire ou encore face à la vague de licenciements et aux coupes drastiques dans le budget en l'absence de réponse à la hauteur de la part des syndicats. Nous avons discuté de comment nous intervenons auprès de toutes ces couches pour les convaincre de notre programme socialiste. L'enthousiasme est grand et l'appel financier en est une belle illustration puisque nous avons pu récolter 3240 € sur un objectif de 2000 € !

Le développement de la GR ne s'illustre pas seulement par le nombre que nous étions au congrès mais aussi par le fait

que nous avons pu valider à cette occasion la création d'une nouvelle section à Marseille ! Un développement que nous sommes évidemment convaincus de poursuivre avec la consolidation de nos sections existantes et le soutien à tous nos camarades qui sont seul·es ou à deux sur leur ville.

DES TEXTES À PARAÎTRE
ET À FAIRE CONNAÎTRE !

Les thèses issues de nos discussions sur la situation politique vont paraître sous forme de brochure. C'est l'occasion de rendre publiques nos analyses et notre programme. Un outil précieux pour toute personne qui souhaite comprendre les politiques menées et lutter pour un avenir meilleur. Alors n'hésitez pas à vous les procurer, à les offrir, à les discuter...

Vous avez peut-être raté cet excellent congrès, mais il est toujours temps de nous rejoindre !

■ RACHEL



Peter Taaffe

THÉORICIEN TROTSKYTE INTERNATIONAL
ET COMBATTANT POUR LE SOCIALISME

C'est avec tristesse que nous annonçons le décès de Peter Taaffe, dirigeant et fondateur de l'organisation internationale de la Gauche Révolutionnaire, le 23 avril 2025, des suites d'une longue maladie. C'est un coup dur au mouvement ouvrier et au trotskisme international. Depuis 1960, la contribution théorique et pratique de Peter au travail nécessaire pour construire un parti et une internationale révolutionnaire est inestimable.

Issu d'un milieu ouvrier très pauvre, n'ayant jamais fréquenté l'université, Peter s'est formé au travers du mouvement et de l'expérience révolutionnaires. Fin connaisseur de littérature et de marxisme, Peter et son attachement constant à la classe ouvrière et aux opprimés sont une source d'inspiration.

L'une des premières contributions théoriques importantes de Peter fut, avec d'autres, le développement d'une analyse marxiste de la révolution cubaine en 1959. Des groupes trotskistes allaient au contraire défendre les méthodes erronées de la guérilla comme prétendue voie vers la transformation socialiste de la société.

Peter et les précurseurs de notre internationale se heurtèrent de plus en plus au « Secrétariat unifié » de la Quatrième Internationale (Mandel, Frank). Les



divergences portaient sur des questions cruciales : les luttes révolutionnaires, la scission Chine-URSS de l'époque, les perspectives et le programme pour la classe ouvrière en Europe, aux États-Unis et ailleurs. En 1965, notre groupe britannique fut exclu de cette organisation.

Peter joua un rôle central dans la fondation d'une nouvelle organisation internationale en 1974 : le Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO/CWI). Sa contribution théorique à la question nationale a été parmi ses plus importantes : Irlande, Sri Lanka, Espagne, Israël/Palestine, ex-URSS, Écosse...

Militant, notre organisation se construisant au sein du Parti Travailleiste en Grande-Bretagne, avait une base de masse dans la classe ouvrière et les syndicats, devenant la plus grande organisation trotskiste jamais vue en Europe. Nous avons dirigé des luttes de masse : la bataille entre Thatcher et le conseil municipal de

Liverpool au milieu des années 1980, puis la lutte de millions de personnes contre la « poll tax », qui amena la défaite de Thatcher. La droitisation de la direction du Parti travailliste a mené à l'exclusion des partisans de *Militant* jusqu'au début des années 1990.

À l'époque, la situation mondiale annonçait la restauration capitaliste en Europe de l'Est. Peter allait diriger la majorité du CIO, reconnaissant l'existence d'une restauration capitaliste et explorant ses conséquences, notamment la bourgeoisification des partis sociaux-démocrates et « communistes ». Cela exigeait un changement de position, amorcé avec le « tournant ouvert » : ne plus œuvrer au sein de la social-démocratie, mais construire des partis révolutionnaires indépendants. Grant et la minorité du CIO, niant la réalité, rejetèrent cette idée. Les divergences culminèrent avec une scission du CIO en 1992.

Tout en se tournant vers l'avenir, Peter comprenait l'importance de s'inspirer du passé et de tirer les leçons de l'Histoire. Il considérait que son livre sur la Révolution française, « Quand les masses se soulèvent » était le plus important qu'il ait écrit.

La situation objective, bien qu'explosive au moment de la « Grande Récession » de 2008 et après, demeurait complexe dû à la faiblesse voire l'absence d'organisations politiques de la classe ouvrière et de sa conscience. De nouvelles tensions et tensions se sont développées au sein du CIO. Cela a finalement conduit à une nouvelle scission au sein du CIO. Une fois de plus, Peter a démontré sa compréhension des enjeux, qui reflétaient les changements et la complexité de la situation.

Malheureusement, notre mouvement a perdu Peter, son dynamisme et son enthousiasme hors du commun. Cependant, sa contribution perdurera dans ce qu'il laisse derrière lui, tant sur le plan politique que théorique. Ses nombreux articles et ouvrages constituent une ressource inestimable pour les générations futures qui entreront en lutte et découvriront les idées socialistes et marxistes capables de changer le monde.



Ce pour quoi nous luttons !

Le capitalisme est un système fondé sur l'exploitation de la majorité de la population mondiale par une petite minorité qui possède la plupart des richesses et les moyens de les produire. Le mode normal d'organisation capitaliste de la société est la nécessité pour la classe dirigeante de faire du profit, en exploitant les travailleurs et en ruinant la nature. C'est à l'origine de la pauvreté, des inégalités, de la destruction de l'environnement, des guerres et des oppressions (racisme, oppression de la femme, de peuples tout entiers...) dans le monde entier.

En France, Macron est le représentant des intérêts des capitalistes, comme Hollande, Sarkozy... l'ont été avant lui. Il mène une guerre sociale, une guerre de classe, contre les travailleurs et la jeunesse. C'est la figure de proue des attaques contre nos services publics et nos droits, sur fond d'une violente offensive autoritaire et raciste. Nous sommes

nombreuses et nombreux à rejeter tout cela.

De plus en plus parmi les travailleurs et les jeunes tirent la conclusion que le capitalisme n'est pas viable et qu'il faut transformer la société de manière fondamentale. La Gauche Révolutionnaire veut organiser les travailleurs, en lien avec la jeunesse, contre ce système qui pourrait nos conditions de vie, car seule la classe ouvrière, unie et en lutte, peut renverser le capitalisme. Avec notre organisation internationale, nous nous battons au quotidien, en défendant un programme sans concession au capitalisme. Nous luttons pour une société socialiste : qui retire les moyens de production et le pouvoir des mains des capitalistes, une société gérée démocratiquement par les travailleurs-ses pour répondre aux besoins de tous, et non aux profits de quelques-uns ! C'est cette perspective que nous défendons dès maintenant ; elle est liée aux combats actuels !

> Un emploi et un salaire décent pour tous

► Un vrai emploi pour toutes et tous ! Pour la baisse du temps de travail jusqu'à résorption complète du chômage, sans perte de salaire ni flexibilité, et avec embauches correspondantes ! Non aux contrats précaires et au temps partiel imposé. Pour le contrôle par les travailleurs avec leurs organisations démocratiques des embauches et des conditions de travail.

► Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique sous le contrôle et la gestion des travailleurs-ses, des groupes qui licencient !

► Un salaire décent : + 300 € d'augmentation des salaires maintenant ! Aucun revenu sous 1800 € net, indexation des salaires sur le coût réel de la vie !

► Prenons dans les profits du CAC 40 (98,2 milliards de dividendes en 2024 !) Les capitalistes s'en mettent plein les poches : ouverture des livres de comptes pour savoir ce qu'il y a vraiment dans les caisses et contrôler où va l'argent.

► Stop aux attaques contre les privés d'emploi !

► Non à la vie chère ! Pour la baisse des prix et le contrôle des prix à travers des comités composés de travailleurs de la grande distribution et de la population

► Défendons notre système par répartition. Pour la retraite à 60 ans max (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !

> Pour de vrais services publics

► Stop à la destruction des services publics ! Non aux privatisations et ouvertures à la concurrence. Renationalisation (ou re-municipalisation) de tous les services privatisés. Embauche massive de personnel.

► Pour une Sécurité sociale gérée par les travailleurs au moyen de comités démocratiquement élus. Pour un monopole de service public de la Santé qui englobe tous les secteurs (multinationales du médicament, recherche, groupement hospitaliers, maisons de retraite/Ehpad, etc) avec des moyens à la hauteur des besoins et un accès aux soins gratuit pour toutes et tous.

► Nationalisation des grands secteurs de l'économie (banques, énergie, transports, assurance...), sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, pour qu'ils soient au service de la population et en fonction des besoins réels !

> Logements

► Création d'un service public du logement assurant l'accès à un logement décent à tous.

► Plan de rénovation et de construction massif de logements publics, pour répondre aux besoins

► Réquisition des logements vides, aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition.

> Jeunesse

► Pour une éducation et une formation professionnelle publiques, gratuites et de qualité pour toutes et tous. 15 élèves par classe max. Embauche massive de personnels formés !

► Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

► Pour le droit de vote à 16 ans

► Pour l'organisation de la jeunesse en lien avec les travailleurs.

> Contre la guerre et le capitalisme

► Non à la guerre ! À bas l'impérialisme – français, US, russe, chinois... !

► Contre l'OTAN, l'ONU, le FMI et tous les institutions impérialistes.

► Pour des campagnes de masse des syndicats et des partis qui défendent les travailleurs contre la guerre ; pour des grèves et des blocages pour empêcher les livraisons d'armes

► Annulation de la dette pour tous les pays, en particulier des pays néo-coloniaux

► Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : droit à l'autodétermination

> Environnement

► Expropriation des grands groupes capitalistes pollueurs et/ou responsables des catastrophes écologiques. Pour préserver la nature, les ressources disponibles et nos conditions de vie, il faut que la production, distribution... soient planifiées et gérées démocratiquement par les travailleurs.

► Pour des monopoles de service public de transport, du recyclage, d'eau, d'énergie... permettant l'accès à chacun gratuitement ou au moindre coût et la réduction des pollutions et du gâchis capitalistes.

> Droits démocratiques

► Contre toutes les discriminations ! Pour une lutte unie des travailleur.ses et de jeunes pour mettre fin à la discrimination fondée sur l'origine, la couleur de peau, le sexe/genre, le handicap, la sexualité, l'âge et toutes les autres formes de préjugés et d'oppression.

► Pour le droit de manifester et de faire grève ! Abrogation des lois qui limitent le droit de grève et toutes celles qui bafouent les droits démocratiques.

► Contre la dictature des milliardaires propriétaires des médias. Pour la nationalisation des imprimeries, des radios, des télévisions et des plateformes de médias sociaux.

► Pour que tous les élu.es soient révocables par les électeurs à tout moment et qu'ils ne reçoivent que le salaire d'un travailleur qualifié. Pour la représentation proportionnelle.

> Contre le racisme ...

► Un emploi et un logement pour tous ! Stop aux discriminations racistes (embauches, logement...)

► Régularisation de tous les sans-papiers. On se fait exploiter par les mêmes capitalistes, on doit avoir les mêmes droits.

... et la répression

► Non aux expulsions ! Fermeture des centres de rétention. Pour un accueil digne des migrants, pour un véritable droit d'asile. Abrogation de toutes les lois racistes (loi immigration, loi Darmanin...) !

► Contre les violences policières, le racisme et la répression. Non au flicage, au contrôle au faciès et à la surveillance de la population. Dislocation des groupes spéciaux (CRS, BAC, BRAV...).

► Unité dans la lutte contre le racisme et l'extrême-droite, qui sert les capitalistes

> Contre l'oppression des femmes

► À travail égal, salaire égal ! Fin des temps partiels imposés et des emplois précaires !

► Des moyens pour lutter contre les violences faites aux femmes ! Ouverture massive de centres d'accueil d'urgence et de logements à disposition !

► Pour le droit de choisir quand et si on veut avoir des enfants, PMA ouverte à toutes, contraceptions et IVG libres et gratuites pour toutes, pour des plannings familiaux...

► Contre les coupes budgétaires dans les services publics ! Pour de véritables services publics de la petite enfance (crèches publiques) et de l'aide à la personne

> Pour des organisations indépendantes de la classe ouvrière

► Pour des organisations syndicales combattives démocratiques sur les lieux de travail avec au centre de leur activité la défense des travailleurs, et qui construisent les luttes.

► Pour un nouveau parti de masse des travailleurs, rassemblant les travailleurs, les syndicalistes combatifs, les jeunes et les militants associatifs de quartier, pour l'environnement, les militant-es antiracistes... afin de fournir une alternative politique socialiste et combative aux partis au service des capitalistes.

> Gouvernement ouvrier

► Pour un gouvernement ouvrier, par et pour les travailleurs et les jeunes

► Pour la fin de la 5e république !

► Contre l'UE capitaliste qui ne sert qu'à renforcer l'exploitation des travailleurs ! Pour une fédération d'États unis socialistes d'Europe

> Socialisme et internationalisme

► Expropriation et nationalisation des principaux secteurs de l'économie, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.

► Pour un parti révolutionnaire mondial de lutte pour le socialisme.

► Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

Le capitalisme étant un système mondial, la lutte pour le socialisme doit également être internationale. La Gauche Révolutionnaire est une organisation marxiste révolutionnaire qui fait partie du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO/CWI), notre organisation internationale

nale qui s'organise à travers le monde. Le « Ce Pour Quoi Nous Luttons » n'est pas exhaustif, il regroupe les revendications essentielles de notre programme que nous proposons à la discussion de toutes et tous.

Rejoignez-nous !

TURQUIE

LA FIN DU RÉGIME D'ERDOĞAN ?

La Turquie connaît une instabilité majeure. Le 19 mars, le principal rival d'Erdoğan, Ekrem İmamoğlu, maire d'Istanbul du CHP (parti kémaliste républicain de centre droit) a été arrêté. Ceci a provoqué une onde de choc dans le pays et donné naissance à des manifestations massives. Les opposants sont systématiquement criminalisés. Cette manœuvre révèle la fébrilité du régime à l'approche de l'élection présidentielle de 2028.

Sur le plan économique, la situation est dramatique. L'inflation frôle les 38 %, la livre turque s'effondre, les salaires chutent et la pauvreté s'aggrave. Les loyers ont été augmentés de 92 % en mars 2025 ! La politique monétaire autoritaire d'Erdoğan continue d'étrangler la population. Les travailleurs, les jeunes et les retraités paient la crise

pendant que les proches du pouvoir s'enrichissent.

Erdoğan poursuit aussi ces attaques contre les populations kurdes. Des opérations militaires turques se multiplient en Irak et en Syrie. Le pouvoir veut enterrer la question kurde par la force et la peur.

Face à ce régime autoritaire, aucun espoir ne viendra de l'opposition capitaliste libérale ou nationaliste. Il est urgent de construire l'unité de la classe ouvrière en Turquie par la mobilisation de toutes et tous, quelle que soit son ethnie ou sa confession, pour dégager Erdoğan et son régime autoritaire capitaliste.

Il faut un parti ouvrier de masse, armé d'un programme socialiste, qui se bat pour la fin de l'exploitation et défend les droits de tous les peuples opprimés. C'est ainsi que peut naître une vraie alternative, celle des travailleurs !



On peut lire : « Nous défendons nos droits et la démocratie (étudiants fac d'Istanbul) » et « Gouvernement démission »

KURDISTAN

DISSOLUTION DU PKK : UNE CAPITULATION ?

C'est une décision lourde de conséquences : le congrès du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), réuni du 5 au 7 mai, a annoncé sa propre dissolution. Il répond ainsi à l'appel lancé en février par Öcalan, son fondateur emprisonné. Le lendemain, Erdoğan saluait une « nouvelle ère » dans le conflit kurde.

Pendant plus de 45 ans, le PKK a incarné la lutte contre l'État turc, pour la reconnaissance, la dignité et l'autodétermination du peuple kurde, nié depuis la chute de l'Empire ottoman et la naissance de la République turque. Sa politique erronée d'attentats aveugles avait freiné la possibilité que des travailleurs turcs se solidarisent, et permis de renforcer la répression. En 2012, la création du parti HDP, autour du PKK, avait ouvert des perspectives communes aux travailleurs kurdes et turcs.

LA DISSOLUTION DU PKK LAISSE UN VIDE POLITIQUE

Des millions d'opprimés, en Turquie, en Syrie, en Irak et en Iran, vont continuer de subir la répression. En Syrie,

le recul est fort. Les forces kurdes liées au PKK ont stoppé Daesh et d'autres menaces réactionnaires. Ils ont fait vivre l'expérience d'une société progressiste au Rojava de 2011 à 2016. Les désarmer aujourd'hui, c'est livrer les populations à la merci des armées impérialistes, turque, russe ou américaine, israélienne et des milices islamistes.

QUELLE SOLUTION POUR LES KURDES ?

Ce geste est présenté comme une ouverture politique. C'est en réalité une impasse car il ne signifie pas la fin du bain de sang ayant coûté la vie à plus de 40 000 Kurdes. Aucune perspective révolutionnaire ne l'accompagne, aucune alternative ne se dessine. La direction du PKK n'a pas de programme indépendant face à Erdoğan et aux impérialistes – US, russe...

La libération kurde ne se fera qu'avec celle de tous les exploités. Face au capitalisme autoritaire d'Erdoğan, c'est dans l'unité de classe entre Kurdes, Turcs et toutes les nationalités opprimées, autour d'un programme socialiste, que réside la force révolutionnaire.

CHINE : CRISE ÉCONOMIQUE ET BATAILLE AVEC LES U.S. POUR L'HÉGÉMONIE



La crise touche déjà durement les jeunes travailleurs qui sont plus de 1/5 à être au chômage. 60 à 70 % des étudiants diplômés entre 2020 et 2024 n'ont pas réussi à décrocher un emploi. De nombreux font coursier à défaut. Une absence de perspectives pour la jeunesse qui est explosive.

La situation économique internationale actuelle est profondément marquée par la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine avec récemment des tarifs allant jusqu'à 145 % des deux côtés avant de redescendre. Cette situation n'est pas nouvelle, Trump et Biden ont déjà augmenté les droits de douane par le passé.

Cette récente escalade a déjà un très fort impact sur l'économie états-unienne et mondiale mais aussi sur l'économie chinoise, qui repose en grande partie sur l'exportation. En avril, les exportations chinoises vers les États-Unis ont baissé de 21 %. En Chine, en raison de la volatilité de la situation, les travailleurs sont mis au chô-

mage technique et le chômage des jeunes menace de repartir à la hausse. Avec une croissance qui continue de ralentir et une consommation intérieure trop faible pour écouler les marchandises, les gouvernements locaux et le gouvernement central ont lancé une politique de relance, notamment en tentant de contre-carrer le ralentissement de la hausse des salaires.

QUELLES CONSÉQUENCES ?

Pour faire face à cette situation, les capitalistes et l'État chinois se réorientent vers l'Asie du Sud-Est et l'Europe pour écouler les marchandises qu'ils n'arrivent plus à écouler

aux États-Unis. Les exportations vers l'ASEAN (Alliance économique en Asie du Sud-Est) ont augmenté de 21 %, principalement au Vietnam et en Malaisie, tandis que les exportations vers l'UE, de 8 %. C'est dans ce sens que la Chine se rapproche de la Corée du Sud et du Japon, qui, eux aussi, font face à une augmentation des droits de douane par les États-Unis. Elle renforce les initiatives régionales pour chercher une alternative aux États-Unis. Dans le même temps, ces pays et la Chine cherchent à délocaliser une partie de la production manufacturière là où les travailleurs peuvent être plus exploités.

Les tensions avec Taïwan se renforcent en particulier, car il y a

là-bas une production industrielle de haute technologie que la Chine souhaite développer et contrôler. De même, la Chine a fortement développé l'industrie de l'armement sur la dernière décennie.

L'Asie du Sud-Est est un des terrains d'affrontement États-Unis/Chine. Le conflit actuel au Cachemire, à travers l'équipement de l'armée pakistanaise, permet à la Chine de tester ses armes face au matériel européen et états-unien de l'armée indienne. Les effets d'annonce sur les prouesses des avions de chasse de l'armée pakistanaise a déjà fait monter la valeur en bourse de l'entreprise ! Ainsi la Chine peut espérer augmenter ses exportations d'armes vers le Moyen-Orient ou l'Afrique et peser face à des pays comme la Russie ou la France.

Dans la « guerre » avec les États-Unis, la politique impérialiste de la Chine se renforce sous l'impulsion du Parti communiste chinois et des capitalistes en son sein... Tout ceci crée une instabilité grandissante mais aussi une intensification de la colère de classe des travailleurs et des jeunes en Chine.

■ MARIE

KANAKY/NOUVELLE-CALÉDONIE : À QUOI JOUENT VALLS ET L'ÉTAT FRANÇAIS ?

Un an après la révolte contre le dégel du corps électoral en Kanaky, où en sont la situation et les négociations depuis la nomination de Valls aux Outre-Mers ?

La répression est toujours là, les prisonniers toujours en France. L'économie et le niveau de vie de la population ne s'améliorent pas. Au Nord, la mine de nickel est la seule source d'emploi, mais l'arrêt de la transformation du minerai sur place a des conséquences catastrophiques. Faite maintenant en métropole, le gouvernement français a un moyen de contrôle de plus.

L'accord de Nouméa de 1998

devait planifier le transfert des pouvoirs via trois référendums sur l'indépendance et le développement des infrastructures, etc. Mais l'archipel a été maintenu dans un état de sous-développement par les capitalistes et l'État français. Les premiers ont pu continuer à faire des profits sur le nickel et le second maintenir une présence géostratégique dans la région.

VALLS A-T-IL FAIT UN « VIRAGE » À GAUCHE ?

Bien sûr que non. Il a fait plusieurs visites sur l'île, d'abord en étant complètement du côté

des loyalistes, pour maintenant se faire insulter par ce camp, en proposant une sorte d'autonomie. Il veut apporter une certaine stabilité, qui sera temporaire. Les anti-indépendantistes protestent : la « démocratie est en jeu, la population a voté contre » ! Mais dire que les trois référendums ont amené au refus de l'indépendance est faux. Le dernier a été boycotté parce qu'il se passait pendant un confinement dû au Covid !

La semaine du 5 mai, Valls a proposé au débat un accord de « souveraineté avec la France » qui n'est ni de l'indépendance, ni de l'autonomie. Il parle de trans-

féer une partie des pouvoirs, mais sans préciser les délais ni comment. Valls et Macron vont continuer à jouer la montre.

FLNKS et CCAT ont salué cet accord. Pourtant, c'est la garantie que l'exploitation et l'oppression de Kanaky vont continuer. Une réelle autodétermination du peuple kanak n'existera pas sous le capitalisme. Pour dégager les capitalistes et l'État français, il faudra une lutte déterminée avec un programme pour les exproprier car seule une économie socialiste, aux mains des travailleurs, pourra garantir une existence digne à la population.

■ ELEMIAH

SÉNÉGAL : NON À LA « TRÊVE SOCIALE » !

Après un an, la politique de Diomaye-Faye et Sonko commence à montrer son visage. Pour les travailleurs et la population, le coût de la vie est toujours insupportable, les salaires trop bas voire non payés... Le gouvernement a licencié des centaines de travailleurs de la fonction publique ; les licenciements abusifs pleuvent dans les secteurs portuaire et pétrolier.

En février avait été formé le « front syndical de la défense du travail », qui avait organisé des rassemblements. Un préavis de grève générale était annoncé si les revendications essentielles des travailleurs n'étaient pas « écoutées ». Mais au lieu de

continuer à construire ce rapport de force pour que les revendications soient satisfaites, les syndicats ont au contraire signé un « pacte social » avec le gouvernement et le patronat. Cette soi-disant « trêve » a engagé les syndicats à n'organiser aucune grève ni manifestation pendant au moins deux ans !

C'est une très mauvaise nouvelle, alors que le gouvernement est sous la pression du FMI et accuse Macky Sall d'une « dette cachée » de 7 milliards de dollars. Les travailleurs et les syndicalistes doivent refuser ce pacte qui veut invariablement dire des attaques !

■ CÉCILE RIMBOUD

"BEAUCOUP D'INTÉRÊT POUR DESCENDRE DANS LA RUE ET S'OPPOSER ACTIVEMENT À TRUMP"

Interview de Claire Bayler, Independent Socialist Group (organisation-sœur de la GR aux US)

Quel impact a la politique chaotique de Trump sur les travailleurs ?

Licenciements massifs dans le public, coupes de budget, annulation des conventions collectives... Trump & C^{ie} veulent mettre la main sur les services publics pour les profits des entreprises. Il utilise la loi sur l'immigration contre la liberté d'expression, et annule les visas de centaines d'étudiants qui ont participé aux manifestations en soutien à la Palestine. Trump tente d'intimider la classe ouvrière, mais les récentes manifestations pourraient être le point de départ d'un nouveau mouvement.

D'importantes grèves ont eu lieu sous Biden : Amazon, Volkswagen... Et sous Trump ?

Malgré un soutien élevé aux syndicats, le mouvement ouvrier n'est pas à la hauteur. Le taux de syndicalisation atteint un creux de



"Hands Off!" Manif anti-Trump, 19 avril 2025, New York

9,9%. Toujours pas de convention collective chez Amazon ou Starbucks. La National Association of Letter Carriers, qui représente plus de 200 000 postiers, a organisé des rassemblements dans tout le pays en mars, mais il n'y a pas eu de réaction des syndicats à l'échelle nationale. Si on veut lutter contre les attaques de l'État et des capitalistes, il faut que les syndicats abandonnent les stratégies perdantes consistant à soutenir les Démocrates, et consacrent leurs ressources à mener des campagnes de masse et à construire des grèves militantes.

Comment évolue la conscience politique ? Et celle des travailleurs qui ont voté pour Trump ?

Seuls 52 % de l'électorat jugeait

utile de voter en 2024. Seuls 27 % étaient convaincus de voter pour Trump, dont une petite partie qui adhère totalement aux idées de droite. La situation économique est le principal sujet de préoccupation : salaires, emplois, prix, acquis sociaux, etc. Certains ont voté pour Trump en pensant qu'il était un moindre mal et en espérant que sa politique pourrait d'une manière ou d'une autre améliorer les conditions de vie. Ceux-là sont déjà déçus et passent à l'opposition.

Comment construire un mouvement pour battre Trump et les capitalistes ?

La forte participation aux manifestations lancées sur le slogan « Hands Off » est très positive et

montre qu'il y a beaucoup d'intérêt pour descendre dans la rue et s'opposer activement à Trump. Mais le fait de baser les manifestations simplement sur la haine de Trump, et de proposer un soutien au Parti démocrate comme une alternative, ne permettra pas de l'arrêter. Ces manifestations sont le début d'une lutte, mais elles ont besoin de revendications, de tactiques et d'objectifs qui attireront plus de travailleurs, dont plus de personnes issues de l'immigration, de membres de syndicats et de jeunes.

Malgré les coups de force de Trump, il n'est pas tout-puissant et se heurtera à des luttes. Les grèves organisées par les syndicats, combinées à un mouvement de protestation de masse, peuvent étendre les droits syndicaux et civiques et les services publics. Un tel mouvement, armé d'un programme socialiste et de tactiques efficaces, pourrait imposer des réformes significatives, mais aussi menacer l'ensemble du système capitaliste pourri qui ne cesse de placer à la Maison Blanche les plus corrompus et les plus vicieux de ses larbins.

UKRAINE VERS LA PARTITION ?

Dans sa campagne présidentielle, Trump avait promis de régler la guerre en Ukraine en 24 heures, 4 mois après son investiture, ça patine toujours. Depuis, des promesses de négociations, sans qu'elles ne démarrent, se succèdent. En attendant, la guerre qui dure depuis 3 ans a déjà fait plusieurs centaines de milliers de morts.

Le populiste Trump s'est retrouvé face à la réalité de la crise profonde du capitalisme. Les marchés saturés poussent les capitalistes états-unis, russes et européens à vouloir s'emparer des territoires ukrainiens pour leurs profits. Or tous ne veulent ni être totalement éjectés, ni laisser la place afin de placer des bases militaires et leurs industries. Un émissaire américain, Keith Kellogg, a proposé une partition de l'Ukraine sur le modèle de Berlin en 1945. Sans attendre, les États-Unis ont signé avec l'Ukraine un traité pour exploiter des minerais, le pétrole et le gaz dans les « terres rares » et des fonds pour la reconstruction.

Pendant ce temps, Poutine joue la carte de la guerre au maximum, car cela lui permet d'avoir un contrôle fort sur sa population, alors que sa popularité était très basse avant le début de la guerre. La Russie n'a pas encore énoncé clairement sur quoi elle pourrait négocier. Il est fort probable qu'elle exige la reconnaissance de l'annexion de la Crimée et des quatre régions occupées. Il est possible aussi que la Russie demande à dégager le gouvernement de Zelensky pro-UE. Même si Zelensky se dit prêt à signer un accord pour la paix, les contestations territoriales seront toujours présentes. Tout le monde donne son avis, sauf les peuples vivant en Ukraine. Dans le jeu des impérialistes, les peuples ne sont que des pions à exploiter, les plus petits pays capitalistes aussi. Ce qui est sûr, c'est que sans une révolte en Russie pour dégager Poutine et l'oligarchie, et en Ukraine, une lutte contre Zelensky et les vautours impérialistes, le conflit perdurera.

■ YOHANN

SERBIE LE DÉFI DE RENVERSER LE POUVOIR CORROMPU



Manifestation de 800 000 personnes à Belgrade, capitale de la Serbie, le 15 mars 2025

La contestation a commencé le 1^{er} novembre après l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, tuant 14 personnes. La gare avait été rénovée deux ans avant, avec des contrats douteux. Un procès a déjà inculpé 14 personnes dont l'ancien ministre des infrastructures.

LA CONTESTATION PERDURE

En plus de dénoncer la corruption, c'est toute la politique du gouvernement qui est désormais remise en cause. Des manifestations quasi quotidiennes ont lieu. Les manifestants s'organisent, notamment autour des étudiants. Fin janvier, le 1^{er} ministre a démissionné mais cela n'a pas freiné le mouvement. Une manifestation le 15 mars a rassemblé plus de 800 000 participants, soit plus de 10 % de la population (la Serbie a 7 millions d'habitants) !

Un blocus de la télévision publique RTS de quatorze jours a eu lieu fin avril. Et une plainte officielle a été déposée contre le gouvernement pour l'utilisation de canons à son contre des manifestants. Macron a rencontré début avril le président Aleksandar Vučić. Et sans surprise, il lui a apporté son soutien.

La prochaine étape pour que le mouvement débouche, c'est que les jeunes et les travailleurs organisent leur lutte autour d'un programme de rupture avec les politiques capitalistes, seul capable de renverser le pouvoir corrompu de Vučić. Un mouvement de grèves puissantes avec des revendications communes aux jeunes et aux travailleurs, a ce potentiel. Le regroupement des travailleurs et les jeunes combattifs autour d'un programme authentiquement socialiste, démocratique est crucial.

■ JULIEN B

EN FINIR AVEC LE GÉNOCIDE À GAZA !

Le projet de Netanyahu est d'occuper l'ensemble de la bande de Gaza et de déplacer les palestiniens. Cela signifie de nouvelles dévastations et des tensions croissantes dans la société israélienne.

GAZA AU BORD DU GOUFFRE

La situation des palestiniens de Gaza est désastreuse, tout manque (eau, nourriture, soins...). L'offensive militaire, qui a repris depuis le 18 mars, a fait au moins 2500 morts et plus de 5000 blessés. Au 10 mai, ceci porte le nombre total de morts officielles de la guerre à 52 535 selon le ministère de la santé à Gaza. Avant même cette nouvelle offensive, Gaza était déjà à court de nourriture. Des pillages s'y sont même développés.

Les Palestiniens n'en peuvent plus de la guerre. La colère monte régulièrement contre le Hamas à Gaza mais aussi contre l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, tous incapables de stopper le massacre et les déplacements permanents. Des manifestations ont d'ailleurs eu lieu dans la suite de la reprise virulente de l'offensive israélienne.

LA CONTESTATION MONTE EN ISRAËL

L'armée israélienne a rappelé des dizaines de milliers de réservistes. Mais parmi eux, le refus de participer grandit. Certains critiquent ouvertement la politique de Netanyahu, jugée « contre-productive » pour le retour des otages, et de plus en plus refusent pour des raisons

« éthiques et morales », critiquant le traitement inhumain fait à Gaza. Même la colère des familles des 58 otages (dont 24 présumés vivants) se traduit par des manifestations contre le gouvernement.

La seule solution réside dans la lutte massive mondialement contre la guerre organisée par le

mouvement ouvrier. En Israël et en Palestine, il faut construire une lutte des travailleurs et des jeunes indépendante des gouvernements impérialistes et corrompus qui puissent créer des liens entre elles.

■ LEILA MESSAOUDI

- Fin du siège de Gaza et de l'occupation de tous les territoires palestiniens
- Retrait définitif de l'armée israélienne de ces zones
- Pas de confiance dans les politiciens capitalistes, quel que soit le pays
- Pour une lutte de masse des Palestiniens, sous leur propre contrôle démocratique
- Pour la construction de partis de travailleurs indépendants sur un programme socialiste internationaliste en Palestine et en Israël
- Pour un État socialiste en Palestine aux côtés d'un État socialiste en Israël, avec des droits démocratiques garantis notamment le droit à l'autodétermination

FRANCE/ALGÉRIE : QUE CACHE LA CRISE DIPLOMATIQUE ?

Les feux de broussailles entre la France et l'Algérie tournent peu à peu à l'incendie mal maîtrisé.

Le pyromane en chef : B. Retailleau, qui enchaîne les polémiques visant l'Algérie. En France, sa prestation aux relents colonialistes renforce le racisme et la droite dure de Wauquiez à

Bardella. Les relations économiques Alger-Paris restent actives mais l'attitude de Retailleau peut avoir des conséquences pour les capitalistes français qui veraient des marchés s'éloigner.

Du côté algérien, le régime de Tebboune, très autoritaire et capitaliste, utilise le conflit. Il profite de l'affaiblissement du

capitalisme français et bombe le torse. Mais ce n'est pas dans les intérêts des travailleurs et du peuple algériens. Si le torchon brûle complètement, il vendra les ressources de l'Algérie à d'autres impérialistes comme Meloni, Poutine ou Erdogan qui s'engouffrent sans mal dans la brèche.

En Algérie comme en France, les travailleurs et la population n'ont rien à attendre de leurs gouvernements respectifs qui ne défendent que les intérêts de capitalistes. Nous devons renforcer le combat contre nos propres gouvernements conjointement !

■ PIERRE



JEUNES, TRAVAILLEURS :

LA LUTTE CONTRE LE RACISME EST VITALE !



Insultes, discriminations à l'embauche, menaces contre des femmes qui portent le foulard : les agressions et attaques racistes sont en hausse. La politique de Macron-Retailleau, et des Darmanin, Valls et Sarkozy avant, n'y est pas étrangère. Ils ciblent dans leurs déclarations, dans leurs lois, toujours les mêmes : les sans-papiers, les étrangers sous OQTF, et les musulmans ou considérés comme tels. Le meurtre d'Aboubakar Cissé dans une mosquée parce qu'il était musulman vient confirmer dramatiquement cela.

APRÈS LA MOBILISATION DU 22 MARS, POURSUIVONS LA LUTTE !

Les manifestations dans tout le pays ont été nombreuses et fournie le 22 mars dernier contre le racisme. Une campagne menée essentiellement par LFI qui a confirmé une énorme rejet de la politique raciste de Macron-Re-

tailleau et Darmanin, de la droite et du RN. Il y a un énorme potentiel pour un mouvement massif dans l'avenir.

C'est d'autant plus vrai que des collectifs de sans-papiers, de mineurs isolés prennent forme dans de nombreuses villes face à l'injustice toujours plus grande et au racisme subi par les migrants. Toujours là pour travailler dans l'arrière cuisine, la boulangerie ou le bâtiment mais sans assurance d'avoir le droit de vivre décemment et librement en France !

Dans le même temps, le refus de la guerre et le génocide à Gaza depuis un an et demi est utilisé pour une propagande raciste par les politiciens capitalistes. Et en réprimant les mobilisations, en taxant les antiguerrre d'« anti-sémites », Macron, et les partis bourgeois en général, créent consciemment plus de racisme et de tensions. Ils permettent dans le même temps aux organisations racistes et fascistes de fièrement parader comme ce fut le cas à Paris le 10 mai dernier !

STOPPONS LE RACISME, CESSONS D'ÊTRE DIVISÉS FACE À MACRON, AU RN ET AUX CAPITALISTES !

Le combat antiraciste concerne les jeunes et les travailleur-ses noirs, maghrébins, musulmans, asiatiques ainsi que toutes celles et ceux qui subissent le racisme bien sûr, mais c'est aussi l'affaire de toutes et tous ! Il est tout à fait nécessaire de s'organiser dans la lutte quotidienne contre le racisme. Il ne suffit pas de discuter de la question dans des conférences, il faut convenir d'une action et de faire campagne massivement contre le racisme et confronter les organisations racistes et fascistes.

Nous voulons être plus forts, unis face au capitalisme, qui est un système économique basé sur l'exploitation et les discriminations. C'est le rôle des associations antiracistes, mais aussi des syndicats et des organisations politiques de discuter du programme pour mettre fin aux

discriminations et de comment réduire le soutien aux idées d'extrême droite. Brisons le racisme qui divise les jeunes et les travailleurs entre eux ! Nos forces seront décuplées dans la bataille contre le capitalisme et pour une société socialiste débarrassée de l'exploitation et des discriminations !



Pour détruire les racines du racisme, il faut renverser tout le système capitaliste.

Angela Davis



UN PLAN DE LUTTE EN 10 POINTS CONTRE LE RACISME

1. Contre le racisme : égalité entre tous !
2. Contre toutes les discriminations (origines, religion, genre, sexualité...)
3. Non aux lois Retailleau-Darmanin, abolition de toutes les lois racistes ! Régularisation de tous les sans papiers, accueil digne pour tous les migrant-es !
4. Antilles, Mayotte, Kanaky... stop au mépris colonial !
5. Contre les guerres et l'impérialisme !
6. Un vrai emploi, un salaire décent pour tous ! + 300€ tout de suite, pas un revenu sous 1800€ nets ! Stop aux licenciements !
7. Contre la vie chère : baisse des prix et indexation des salaires sur les prix !
8. Des services publics de qualité et gratuits ; avec des moyens à la hauteur des besoins !
9. Contre les violences policières ! Dissolution des BAC, BRAV et autres brigades spéciales ! Stop à la répression des militant-es !
10. Contre le racisme et le capitalisme ! Luttons pour le socialisme !



**AGISSEZ AVEC NOUS
REJOIGNEZ-NOUS
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE**

SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

PRENEZ CONTACT !

07. 81.32.75.89
contact@gaucherevolutionnaire.fr
Chercher « Gauche révolutionnaire » sur Facebook, Twitter, Instagram, Youtube...
Les Amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76000 Rouen
www.gaucherevolutionnaire.fr



Contactez-nous !